

***l'Anti*capitaliste**

n°606 | 10 mars 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

SOLIDARITÉ

AVEC LES UKRAINIEN·E·S

ARRÊT DES
BOMBARDEMENTS
RETRAIT
DES TROUPES
RUSSSES
CONTRE
L'ESCALADE
IMPERIALISTE



#POUTOU2022

L'URGENCE ANTICAPITALISTE



édito

Par NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Philippe Poutou candidat : malgré les obstacles, on est là!

Avec 596 parrainages validés par le Conseil constitutionnel, Philippe Poutou est désormais officiellement candidat à l'élection présidentielle. Nous avons réussi à franchir l'obstacle grâce à un important effort militant et à des gestes de solidarité politique. Le système antidémocratique des parrainages a une fois de plus montré à quel point il était une machine à exclure les candidats issus des partis non implantés dans les institutions. Nous revendiquons toujours l'abandon de ce système et son remplacement par une collecte de parrainages citoyens. Quoi qu'il en soit, Philippe Poutou est désormais l'un des douze candidats officiels. Ce sera l'occasion pour nous de mener une campagne anticapitaliste, radicale, décomplexée, dans un contexte qui demeure marqué par le poids de l'extrême droite et de ses thématiques, avec un Macron président-candidat qui court après Zemmour et Le Pen et nous promet toujours plus d'attaques antisociales.

Avec Philippe Poutou, nous entendons bien porter la voix de celles et ceux qui refusent que d'autres décident à leur place, qui veulent affirmer haut et fort qu'ils et elles veulent prendre leurs affaires en main. Pour en finir avec un système capitaliste injuste, qui provoque toujours plus de guerres, de misère, d'inégalités, de catastrophes écologiques, de violences.

Notre campagne officielle débute d'une manière qui, symboliquement, en dit long : Philippe Poutou a en effet récemment reçu une convocation pour être auditionné par la police, le 8 mars prochain, dans le cadre d'une enquête pour « injure publique envers une administration publique ». Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin semble donc avoir mis ses menaces à exécution, lui qui avait annoncé porter plainte contre Philippe Poutou après que celui-ci eut dénoncé les violences et crimes policiers.

Notre campagne officielle commence donc avec cette convocation qui, une fois que nous avons annoncé que nous avions réuni plus de 500 parrainages, a été « reportée » (sans plus de précision). Mais cela ne change rien au fait que Philippe Poutou est dans le viseur d'un pouvoir qui, entre les dissolutions d'organisations et les plaintes à répétition, est prêt à tout pour intimider et faire taire toute voix critique. Mais nous le disons à Gérald Darmanin et à Emmanuel Macron : on est là, et on ne nous fera pas taire!

BIEN DIT

Les milliardaires font flamber la planète et l'État regarde ailleurs.

Titre d'un rapport d'Oxfam publié le 23 février

NOUS SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveaupartianticapitaliste.org

À la Une

ARRÊT DES BOMBARDEMENTS — RETRAIT DES TROUPES RUSSES CONTRE L'ESCALADE INTER-IMPÉRIALISTE

Solidarité avec les UkrainienEs!

Cela fait maintenant plus de deux semaines que l'Ukraine subit l'invasion et les bombardements de l'armée russe sur la majeure partie de son territoire. Une guerre d'agression qui se poursuit et qui, malgré les gesticulations internationales de Macron, aussi crédible en chef de guerre qu'en protecteur des peuples, Poutine continue d'affirmer qu'il ira jusqu'au bout de ses objectifs, comprendre jusqu'à l'écrasement de toute résistance en Ukraine.

Nous le disons la semaine dernière : ce qui se passe en Ukraine est une guerre, menée par la deuxième armée du monde, contre un pays et un peuple qui n'ont absolument pas les moyens d'imposer un rapport de forces militaire contre Poutine et ses troupes. En attaquant l'Ukraine, la Russie a franchi un cap que d'aucuns imaginaient encore, il y a quelques semaines, infranchissable, à commencer par Macron et les siens se vantant d'avoir réussi à raisonner Poutine et à empêcher la guerre.

Ne pas tout confondre

Face à cette situation, le premier réflexe élémentaire est d'assurer le peuple ukrainien de notre solidarité face à cette agression, et de la manifester. Une solidarité face à la dynamique de guerre totale et d'écrasement par l'impérialisme russe, qui ne saurait être subordonnée à des considérations sur les forces politiques et sociales ukrainiennes. Une solidarité qui ne saurait non plus être subordonnée à des analyses sur les « rapports de forces inter-impérialistes », quand bien même celles-ci peuvent être indispensables à la compréhension de la situation et de ses possibles évolutions.

Nous ne confondons pas, en effet, la guerre d'agression contre l'Ukraine et le conflit plus global entre, d'une part, la Russie de Poutine et, d'autre part, un bloc UE-Otan sous leadership états-unien, beaucoup plus puissant que le premier. Et nous ne confondons pas davantage la résistance ukrainienne à l'agression russe et les politiques hostiles des USA et de l'Otan contre la Russie. Le fait que Biden, Macron et les autres instrumentalisent la situation en Ukraine et la tragédie ukrainienne est une



Manifestation antiguerre en Russie. DR

chose mais cela ne saurait nous conduire à relativiser notre soutien à la population ukrainienne.

Les paradoxes du « pacifisme » abstrait

Il y a bien, en Ukraine, un État agresseur et un peuple agressé. Et quand bien même cet État agresseur serait lui-même la cible de politiques nuisibles de la part d'autres puissances impérialistes, rien ne saurait justifier les agressions qu'il perpétue et tout plaide, en l'occurrence, en faveur du droit des UkrainienEs à se défendre. À ce titre, leurs appels à se faire livrer des armes défensives sont parfaitement compréhensibles, même si nous n'avons aucune confiance dans les dirigeants des puissances en capacité de répondre à ces appels.

Dans des situations comme celle de l'Ukraine actuellement, tant que les bombardements continueront et tant que les troupes russes seront sur place, toute position

« pacifiste » abstraite, du type appel au « calme », à « cesser les violences » ou au « cessez-le-feu », renvoie de facto les parties dos-à-dos et équivaut à une négation du droit des UkrainienEs à se défendre, y compris militairement. Comme l'a écrit notre camarade Daniel Tanuro : « Le peuple ukrainien a le droit de se défendre, de défendre son indépendance, de décider lui-même son avenir, de résoudre lui-même, démocratiquement, les questions de la coopération entre ses différentes composantes, russes et non-russes. »

Solidarité internationale!

Affirmer notre solidarité avec le peuple ukrainien, tisser des liens concrets avec les forces sociales qui, en Ukraine, résistent à l'agression russe tout en refusant que leurs voix se confondent avec celles de leurs propres oligarques ou, pire, avec celles des impérialistes de l'Otan et de l'UE, n'est aucunement contradictoire avec la dénonciation des manœuvres

desdits impérialistes. Et cela n'est pas davantage contradictoire, bien au contraire, avec un refus absolu de toute intervention militaire directe de l'Otan, qui fait partie du problème, et non de la solution, et qui ne pourrait que faire dégénérer encore un peu plus les choses, pour le plus grand danger des peuples de la région et du monde entier. Pour citer de nouveau notre camarade Daniel Tanuro : « Une victoire éventuelle du peuple ukrainien serait une victoire de tous les peuples opprimés, en Palestine, au Myanmar, au Xinjiang, au Yémen... et une revanche pour le peuple syrien martyrisé. Ce serait aussi la victoire des opposantEs à la dictature poutinienne en Russie même. La victoire de Poutine, par contre, outre qu'elle conforterait sa dictature nationaliste en Russie et sur les marges de la Russie, serait celle de tous les oppresseurs, de tous les despotes et de l'extrême droite qui le soutient dans le monde entier. »

L'heure est toujours à la construction d'une mobilisation internationaliste :

- Pour l'arrêt des bombardements et le retrait immédiat de toutes les forces russes d'Ukraine ;
- Pour l'accueil de touTEs les réfugiéEs ;
- Pour l'annulation de la dette qui pèse sur l'Ukraine ;
- Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- Pour la solidarité avec les mobilisations antiguerre en Russie ;
- Pour l'arrêt de l'extension de l'Otan et, au-delà, pour son démantèlement.

Une voix internationaliste, anti-impérialiste, solidaire, contre tout chauvinisme et toute fuite en avant militariste, que Philippe Poutou fera entendre dans la campagne présidentielle.

J.S.

PRÉSIDENTIELLE Le candidat Macron annonce la couleur

Le jeudi 3 mars, via « une lettre aux Français » publiée dans la presse régionale, Macron a donc officialisé ce que tout le monde savait : sa candidature à sa réélection. À quelques semaines du premier tour, Macron, après avoir été en « guerre » contre le Covid, entend surfer sur l'invasion de l'Ukraine pour se positionner en tant que protecteur des peuples. Mais la politique qu'il esquisse dans sa lettre de candidature est bel et bien celle d'un protecteur des riches.

bilan positif de ces cinq dernières années...

Satisfecit

À n'en pas douter, Macron ne doit pas vivre sur la même planète que la majorité de la population quand il ose prétendre être le président du « pouvoir d'achat retrouvé » et que : « Grâce aux réformes menées, notre

industrie a pour la première fois recréé des emplois et le chômage a atteint son plus bas niveau depuis quinze ans. Grâce au travail de tous, nous avons pu investir dans nos hôpitaux, recruter policiers, gendarmes, magistrats et enseignants... » Rien que ça...

Sa mémoire est courte, mais pas celle de toutes celles et tous ceux qui ne cessent de survivre. Le véritable bilan

de Macron c'est près de 6 millions de personnes à Pôle emploi et, dans le même temps, des profits faramineux pour le CAC 40 : 137 milliards d'euros en 2021, plus encore qu'avant la crise ! Pour la majorité de la population, ce sont les fins de mois qui arrivent de plus en plus tôt, toujours plus de précarité, toujours plus d'inégalités et des coups de matraque pour celles

Un monde à changer

CONTRE L'ÉTAT FRANÇAIS, SOUTIEN À LA FAMILLE D'YVAN COLONNA ET AUX MOBILISATIONS. Le NPA tient à exprimer sa consternation et sa tristesse suite à la tentative d'homicide dont a été victime le militant nationaliste corse Yvan Colonna. Nous dénonçons le sort qui lui est réservé par l'État français, qui a pu permettre cet acte criminel. Yvan Colonna est en prison depuis 2003 et, suite à plusieurs procès, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, ayant été jugé coupable du meurtre du préfet Erignac en 1998, alors qu'il a toujours nié cet acte et qu'aucune preuve formelle n'a jamais été apportée. Comme deux autres militants nationalistes corses, Pierre Alessandri et Alain Ferrandi, condamnés eux aussi pour participation au commando Erignac, il subit le statut de DPS (détenu particulièrement signalé), statut qui sert de prétexte au refus du rapprochement en Corse. De même, alors que la

durée de sa peine de sûreté est dépassée, il s'est vu refuser toute demande de remise en liberté, tout comme les deux autres codétenus.

En clair, il s'agit bien d'une vengeance d'État, auquel il faut ajouter le refus d'accorder le statut de prisonnier politique et le refus systématique d'un rapprochement permettant la visite des familles.

Ce statut de prisonnier « particulièrement signalé » n'a pas empêché qu'Yvan Colonna soit victime de l'agression d'un prisonnier connu pour sa dangerosité...

Le NPA tient à manifester sa solidarité avec la famille d'Yvan Colonna dans cette nouvelle épreuve, ainsi qu'avec toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans les luttes qu'il a menées. Nous soutenons les initiatives qui s'organisent depuis l'annonce de la tentative d'homicide contre Yvan Colonna.

ÉCOLOGIE Les impacts du réchauffement sont plus rapides et plus sévères que prévus

À l'occasion de la récente publication du rapport du GIEC et de la journée de mobilisation internationale sur le climat le 12 mars, nous publions des extraits d'un article de notre camarade Daniel Tanuro¹.

Le rapport du Groupe de travail II du GIEC sur les impacts et l'adaptation au changement climatique lance un cri d'alarme strident : la catastrophe est plus grave que projeté par les modèles, ses effets se manifestent plus vite et tous les risques grandissent. Les pauvres, les peuples indigènes, les femmes, les enfants et les personnes âgées sont de plus en plus menacés, surtout dans les pays du Sud global. Les politiques suivies pour limiter les dégâts sont inadéquates, vont à rebours de la soutenabilité et creusent les inégalités sociales. Les auteurs appellent à une approche inclusive pour transformer la société à tous les niveaux.

Constats alarmants

Les écosystèmes sont partout altérés par le changement climatique. Pour certains d'entre eux, les limites de l'adaptation sont dépassées (en particulier dans les régions polaires et équatoriales) – ils ne pourront pas se régénérer naturellement. Certains phénomènes extrêmes dépassent les moyennes projetées pour la fin du siècle. Des espèces disparaissent d'ores et déjà du fait du réchauffement.

Les conséquences humaines sont préoccupantes. Les incendies de forêts et de tourbières, le drainage des zones humides et la déforestation ont pour conséquence que certains puits de carbone se transforment en sources (la forêt amazonienne, notamment). La productivité de l'agriculture, des forêts et des pêcheries diminue, faisant peser une menace sur la sécurité alimentaire. Le verdict des scientifiques est catégorique : le système alimentaire mondial est en train d'échouer à relever le défi de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition de manière soutenable.

Les enjeux de l'eau sont particulièrement inquiétants. Tandis que la moitié de la population mondiale connaît une pénurie d'eau sévère ou moins un mois par an, un demi-milliard de gens vivent dans des régions où les précipitations moyennes se situent désormais au niveau des pluies qui ne se produisaient auparavant que tous les six ans. La fonte des glaciers de montagne cause des inondations ou des pénuries en aval et les maladies causées par l'eau touchent des millions de personnes supplémentaires en Asie, Afrique et Amérique centrale.

Le changement climatique est devenu un facteur majeur des migrations et des déplacements de populations humaines. Depuis 2008, vingt millions de personnes sont obligées de se déplacer chaque année par suite d'événements météorologiques extrêmes (en particulier les tempêtes et les inondations). Ces drames humains frappent surtout l'Asie du Sud et du Sud-Est, l'Afrique subsaharienne et les petits États insulaires. D'autres populations sont dans l'incapacité de quitter des régions devenues inhospitalières, parce qu'elles manquent de moyens ou pour d'autres raisons.

Échec des stratégies de développement

Le rapport pose clairement que « les stratégies de développement dominantes vont à l'encontre d'un développement soutenable du point de vue climatique ». Plusieurs raisons sont mises en avant : le creusement des inégalités de revenus, l'urbanisation sauvage, les migrations et déplacements contraints, les émissions de gaz à effet de serre en hausse continue, la poursuite des changements d'utilisation des sols, l'inversion de la tendance

de long terme à l'allongement de l'espérance de vie.

Selon les auteurs, il est crucial de développer une politique inclusive, équitable et juste, notamment à l'égard des peuples indigènes dont les connaissances doivent être valorisées. L'empowerment (empouvoirement) des communautés marginalisées est décisif à la co-production d'une politique climatique soutenable. Le manque de justice sociale des gouvernements est pointé comme le plus grand obstacle, en particulier face aux défis du nexus alimentation-énergie-eau.

Le rapport du GTII du GIEC ne fournit évidemment pas une stratégie sociale de lutte contre la catastrophe climatique capitaliste : le ton général est celui des bonnes intentions et des vœux pieux d'inclusion de tous les acteurs sociaux. Mais les activistes des mouvements sociaux y trouveront deux choses utiles à leur combat : une confirmation scientifique de l'extrême gravité des impacts du réchauffement, et une mise en évidence rigoureuse de l'injustice systémique des politiques climatiques.

Daniel Tanuro

1 – Version intégrale sur gaucheanticapitaliste.org

Le chiffre

8 Le 8 mars, Mediapart a publié le témoignage de huit femmes qui accusent Éric Zemmour de comportements inappropriés et d'agressions sexuelles pour des faits présumés allant de 1999 à 2019. Une publication qui confirme et amplifie les révélations de précédentes enquêtes. Et pendant ce temps-là, Zemmour se pavane dans les médias, et n'est, à de très rares exceptions près, jamais confronté à ces accusations.



Agenda

Jeudi 10 mars, meeting de soutien aux piquets des travailleurs sans-papiers en grève, Paris 3^e. À 19h à la salle Henaff de la Bourse du travail de Paris (29, bd du Temple), lire article page 8.

Vendredi 11 mars, rassemblement en soutien aux grévistes de la Fnac Saint-Lazare #3 mois de lutte, Paris. À 18h, devant la Fnac, 109, rue Saint-Lazare.

Samedi 12 mars, marches pour le climat.

Samedi 12 mars, manifestation antifasciste, Strasbourg. À 16h, place de l'Étoile.

Dimanche 13 mars, repas de soutien aux exilés italiens, Paris 20^e. À la Cantine des Pyrénées (77, rue de la Mare), lire article page 8.

Samedi 19 mars, manifestation nationale à Paris contre le racisme et les violences policières et pénitentiaires. À 14h, Chatelet.

Mercredi 6 avril, rencontres de La Brèche sur « Judaïsme, islam et modernités », Paris 12^e. Avec Yakov Rabkin, historien et professeur émérite à l'université de Montréal, autour de son livre *Judaïsme, islam et modernités*. À 19h, à la librairie, 27, rue Taine.

NO COMMENT

Ça fait longtemps que le PS ne parle plus qu'aux bobos des villes et Mélenchon à la fraction radicalisée des quartiers périphériques. Moi, je parle au peuple.

FABIEN ROUSSEL, le Journal du dimanche, 6 mars 2022.

et ceux qui protestent. Lors de sa première réunion en tant que président-candidat, il a de nouveau fait une promesse pour prétendument augmenter le pouvoir d'achat du plus grand nombre : la suppression de la contribution à l'audiovisuel public. Une fois encore, Macron use d'une proposition démagogique qui est, pour le coup, déjà avancée par les deux principaux candidats d'extrême droite, mais en oubliant de dire comment dans ces conditions on peut garder des médias du service public... sans doute un détail, mais qui va faire la joie de Bolloré entre autres.

Ne rien changer

À la lecture de sa lettre, on comprend que Macron annonce qu'il exigera de nouveaux sacrifices pour les salariés. En effet, selon lui, « il nous faudra travailler plus et poursuivre

la baisse des impôts pesant sur le travail et la production ». Et il revient à sa contre-réforme des retraites, qu'il entend faire passer le plus rapidement possible. Entendez par là par ordonnances, et sans doute, s'il est réélu, dès cet été, comme il l'avait fait contre le code du travail en 2017. Pour lui, « c'est à la condition de cette reconquête productive par le travail que nous pourrions préserver et même améliorer ce modèle social auquel nous tenons tant et qui a fait ses preuves ». Enlever les acquis sociaux pour maintenir notre modèle social : il fallait l'inventer, il l'a fait.

Mais ce n'est pas tout. Il compte mettre l'accent sur « la méritocratie républicaine » en reprenant toujours à son compte le discours de la droite et également de Zemmour. En expliquant entre autres que les devoirs passent avant les droits concernant la citoyenneté...



Évidemment, cette candidature et cette esquisse de programme ne sont pas un scoop. Nous devons nous attendre, si Macron était réélu, à toujours plus d'attaques contre la majorité de la population. Plus que jamais, le NPA et son candidat Philippe Poutou défendront,

pendant cette campagne présidentielle, un programme d'urgence, mais aussi de rupture et de luttes, qui assume le fait que les mesures proposées ne pourront être imposées à la classe dominante qu'avec des mobilisations d'ampleur.
Josephine Simplon

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GUERRE EN UKRAINE En Russie, répression et désinformation

Durant la journée du dimanche 6 mars, des milliers de manifestantEs ont exprimé leur opposition à la guerre dans de nombreuses villes de Russie. Les mots d'ordre de « Non à la guerre » et « Honte à vous » résonnaient.

La réalité de ces manifestations peut se mesurer au nombre d'arrestations reconnues par le ministère de l'Intérieur : 1700 arrestations à Moscou, 750 à Saint-Petersbourg, 1061 dans d'autres villes. L'OVD-Info, une ONG de défense des droits humains créée en décembre 2011, donne les chiffres suivants : au moins 4366 arrestations dans 56 différentes villes, y compris dans des villes de Sibérie. Selon OVD-Info, depuis le 24 février, le nombre d'arrestations dépasse les 10000. Le contrôle strict de tous les médias effectué par la censure militaire ne cesse de se renforcer, comme l'indique à l'agence Reuters la porte-parole de l'OVD, Maria Kuznetsova... depuis Tbilissi (Géorgie).



Un homme brandit une affiche « Pas de guerre » lors d'une manifestation à Moscou, le 27 février. DR

Opération orwellienne de désinformation

La répression systématique de ces courageuses protestations va de pair avec la détermination du Kremlin de maintenir une bulle d'information qui participe d'une opération orwellienne de désinformation et de « lavage de cerveau » pour asseoir la version poutinienne de sa guerre d'agression. Cela est d'autant plus structuré étant donné la phase présente, c'est-à-dire le siège en cours d'importantes villes, accompagné par les bombardements accrus des secteurs résidentiels, et donc de la population, ainsi que par la destruction des infrastructures, des écoles, des hôpitaux et des bâtiments administratifs afin de détruire un élément organisationnel de la résistance. C'est une stratégie de terreur qui vise à briser et paralyser une population.

Cette guerre de siège se combine avec des prétendues ouvertures de « corridors humanitaires », qui ne sont pas mis en œuvre et dont l'impossibilité de le faire est imputée à la résistance de l'armée ukrainienne. À cela s'ajoute la gestion « géographique » des corridors : certains d'entre eux, pour exister, sont prévus en direction de la Biélorussie ou de la Russie ! Cette tactique de bombardements et de prétendues négociations humanitaires participe de la volonté de mener à son terme la phase d'assiègement des villes, donc une guerre qui frappe massivement la population.

Combien de temps ?

Or, la bulle médiatique dans laquelle le Kremlin veut enfermer la population russe a pour fonction d'établir une étanchéité face à ce qui est à l'œuvre en Ukraine. Combien de temps peut se maintenir le contrôle relatif des canaux d'information et de leur impact sur la population de Russie ?

Jeremy Morris, chercheur à l'université Aarhus au Danemark, qui couvre depuis longtemps la société dite post-soviétique, écrit le 7 mars : « Je caractérise la réponse des Russes [face à l'invasion de l'Ukraine] jusqu'à présent comme un mélange d'incrédulité face à l'ampleur et au caractère destructeur des actions russes et de refus de reconnaître que la Russie est l'agresseur. L'État russe a fermé la plupart des sources d'information alternatives facilement accessibles. Les personnes disposant d'un VPN [réseau privé virtuel] peuvent encore découvrir des choses, mais elles ne sont qu'une infime minorité. De nombreuses personnes ont peur, à juste titre, de parler de la guerre, et ce black-out accroît la sensibilité du public aux quelques informations officielles qui lui parviennent. »¹

Correspondant à l'Encontre

1 - Open Democracy, 7 mars 2022.

USA L'Ukraine bouleverse la politique étatsunienne

L'agression russe contre l'Ukraine a complètement bouleversé la politique étatsunienne. En fin de compte, elle pourrait déterminer l'avenir du président Biden et de Donald Trump, son prédécesseur, qui pourraient tous deux être candidats à la présidence en 2024.

Les deux partis, républicains et démocrates, estiment que la guerre va compliquer la situation lors des élections de mi-mandat en novembre 2022. Biden peut s'attribuer le mérite d'avoir rassemblé les démocrates et les républicains, d'avoir uni le pays en soutien à l'Ukraine et en opposition à Vladimir Poutine. Il a également revendiqué le succès de la réunification de l'Otan autour d'une stratégie de sanctions. Sur ces plans, l'agression russe a servi les intérêts de l'impérialisme US. Néanmoins, les différents plans des deux partis sur ce qu'il faut faire désormais tourbillonnent au Congrès et dans l'élite politique. Les Républicains s'efforcent de discipliner leur parti et de mettre au pas ses éléments pro-Poutine, tandis que les Démocrates gèrent leurs divergences sur les sanctions.

Opportunisme des Républicains

Au sein du Parti républicain, l'ancien vice-président Mike Pence, également candidat à la présidence, a annoncé qu'il n'y avait « pas de place dans ce parti pour les apologistes de Poutine », visant ainsi son ancien patron, Donald Trump. Ce dernier a d'abord exprimé son admiration pour le génie de Poutine, puis sa sympathie pour le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Trump est toujours à la tête du parti, mais certains Républicains estiment que sa position, au mieux ambivalente, sur Poutine pourrait nuire à leurs chances lors des élections de mi-mandat.



Le sénateur républicain de Caroline du Sud, Lindsey Graham, n'est pas du tout ambivalent. Il a appelé à ce que quelqu'un en Russie tue Vladimir Poutine ou organise un coup d'État pour le renverser, une position répudiée par Biden et par les Républicains. Marjorie Taylor Greene, membre du Congrès de droite, a assisté à un meeting politique nationaliste blanc où les participants ont acclamé Poutine. Pourtant, la plupart des Républicains se rangent désormais derrière l'Ukraine.

Les Républicains espèrent faire de la gestion de la guerre par Biden et de l'impact des sanctions des thèmes de campagne majeurs lors des élections de novembre. Ils affirment que le fait que Biden n'ait pas imposé de sanctions énergétiques plus fortes à la Russie signifie que les achats de pétrole des États-Unis

contribuent à financer la guerre de Poutine tout en augmentant le prix de l'essence. Dans une déclaration des gouverneurs républicains, on peut lire : « Les habitants de nos États ne peuvent pas se permettre une nouvelle flambée des prix de l'essence, et nos alliés ne peuvent pas se permettre d'être pris en otage par la tyrannie et l'agression de Poutine. » D'autres Républicains demandent à M. Biden de revenir sur ses positions environnementales qui ont limité les concessions pétrolières et gazières ainsi que les pipelines et de rendre les États-Unis indépendants sur le plan énergétique.

Les Démocrates divisés

Les Démocrates sont divisés sur les sanctions. Jusqu'à présent, M. Biden est opposé à l'interdiction des importations de pétrole et de

UKRAINE L'occupation russe face aux municipalités

Nous publions des extraits d'un long article de Serhiy Kudelia (politologue), mis en ligne le 7 mars sur le site [opendemocracy.net](https://www.opendemocracy.net), sous le titre : « Les villes ukrainiennes occupées font face à un terrible dilemme : collaborer ou résister ? »¹.

Premièrement, l'invasion militaire russe manque d'une dimension politique et administrative bien planifiée. Les forces russes peuvent déployer leurs véhicules blindés autour des places centrales et poster des soldats dans toute la ville, mais il n'y a personne pour les soutenir au niveau administratif. Aucun des principaux responsables locaux n'a encore adhéré au récit russe sur les objectifs de l'invasion. Aucun responsable local, à de très rares exceptions près, n'a voulu reconnaître le contrôle souverain de la Russie sur les villes.

Les dilemmes russes

Deuxièmement, contrairement à 2014, l'armée russe a largement évité de supprimer les symboles du pouvoir de l'État ukrainien dans les villes occupées. Les drapeaux ukrainiens flottent toujours sur les bâtiments du gouvernement local. Le calcul tactique derrière cette approche peut être de signaler que

les Russes ne prévoient pas, en fait, d'annexer ces villes et d'en faire une partie permanente de l'État russe. Cela suggère que l'objectif politique global de Poutine pourrait bien être leur fusion dans un nouveau territoire politique quasi ukrainien sous tutelle militaire russe.

Troisièmement, afin de maintenir leur occupation militaire des villes ukrainiennes, les Russes doivent s'assurer que les Ukrainiens restent responsables de leur fonctionnement au quotidien. Cela signifie que les forces russes devraient soit tolérer une expression ouverte de défiance de la part des maires, soit trouver des bureaucrates de rang inférieur qui pourraient prendre les rênes de la gouvernance municipale. En ignorant l'opposition des maires, cependant, elles risquent de faire face à une mobilisation publique croissante contre l'occupation, soutenue par les autorités locales, qui a déjà été visible à Kherson, Melitopol, Berdyansk et dans d'autres villes.

Ces manifestations publiques d'opposition à la présence militaire russe sapent le principe même de l'invasion. En revanche, la cooptation de loyalistes au sein des structures gouvernementales locales pourrait se retourner contre eux si leur autorité est remise en question par des fonctionnaires de rang inférieur et par le public, ce qui entraînerait davantage de désobéissance.

Futurs dilemmes ukrainiens ?

Quatrièmement, la légitimité des maires locaux les place au centre de la résistance symbolique non violente aux forces d'occupation russes. Ils peuvent parler de manière crédible au nom de l'ensemble de la communauté, formuler des demandes et servir de points de convergence pour la coordination des habitantEs de la ville. Ils symbolisent également la continuité de la souveraineté de l'Ukraine sur ces localités, et donc la persistance de l'État ukrainien

sur place, malgré la présence militaire russe. La nature ténue des prétentions russes à contrôler les villes ukrainiennes est exposée à chaque nouvel acte de défiance des responsables municipaux. Enfin, si l'occupation militaire russe se poursuit, il se peut qu'à un moment donné, les autorités locales doivent faire un choix entre se ranger du côté des objectifs politiques de la Russie ou démissionner. Certains dirigeants locaux pourraient justifier la poursuite de leur travail sous le contrôle russe en invoquant le bien de la communauté. Certains pourraient considérer cette collaboration involontaire comme un moindre mal par rapport à l'effondrement des services communaux et des prestations sociales qui, en cas de démission, pourraient affecter leurs résidentEs les plus vulnérables. C'est sur cela que les forces d'occupation russes comptent peut-être lorsqu'elles tolèrent silencieusement la défiance des maires locaux aujourd'hui. Et c'est pourquoi les autorités locales ukrainiennes seront particulièrement sensibles à la question de savoir si leur coopération continue ne cessera pas de profiter aux résidentEs locaux – et commencera à renforcer l'occupation russe.

gaz russes, mais la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, déclare : « Je suis tout à fait pour, interdisez-les. » Le sénateur démocrate Joe Manchin, de Virginie-Occidentale, qui représente l'industrie du charbon, et la sénatrice Lisa Murkowski, de l'Alaska, un État riche en pétrole, proposent un nouveau projet de loi prévoyant des sanctions plus sévères contre le pétrole russe. Biden veut éviter des initiatives qui pourraient provoquer une confrontation européenne à grande échelle pouvant mener à une guerre nucléaire. Mais Tom Malinowski, membre démocrate du Congrès du New Jersey, suggère que les États-Unis prévoient un pont aérien pour sauver Kiev, à l'instar du pont aérien de Berlin de 1948-1949. Cependant, une telle opération pourrait conduire à un conflit militaire avec la Russie. Jusqu'à présent, la guerre en Ukraine a aidé Biden. Son discours sur l'état de l'Union, le 1^{er} mars, lui a valu des ovations des deux côtés pour son soutien à l'Ukraine. Il a également appelé à des financements supplémentaires pour la police, ce pour quoi il a reçu une autre ovation... Il s'est aussi félicité de la forte progression de l'emploi, avec 678 000 emplois créés en février. Selon un récent sondage, sa cote de popularité globale a augmenté de huit points pour atteindre 47%. Cela améliore les chances des Démocrates en novembre, mais il est encore probable qu'ils perdront le contrôle du Congrès.

Des manifestations populaires contre la guerre russe et en faveur de l'Ukraine ont eu lieu, principalement par des Ukrainiens-Américains. Certains ont appelé à un rôle accru des États-Unis et de l'Otan dans le conflit. La gauche US a été lente à réagir, bien qu'elle commence maintenant à organiser des manifestations contre l'agression russe, moins importantes que celles qui ont lieu en Europe.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

¹ - <https://www.opendemocracy.net/en/odr/ukraines-occupied-towns-are-facing-a-tough-choice-collaborate-or-resist/>

SOUDAN Les Comités de résistance appellent à la formation d'une « autorité populaire »

Des manifestations massives se poursuivent dans tout le Soudan dans le cadre de la résistance des mouvements révolutionnaires civils au coup d'État militaire qui a eu lieu en octobre 2021.



Le 14 février, 15 villes du Soudan ont participé à une nouvelle « Marche des millions ». À Khartoum, des dizaines de milliers de personnes ont rejoint les marches qui se sont dirigées vers le parlement national. Une semaine plus tard, une autre grande mobilisation, « Break the Chains », a vu des milliers de personnes descendre dans la rue pour demander la libération des prisonniers politiques.

Les Comités de résistance de Khartoum, les organisations révolutionnaires basées dans les quartiers qui dirigent le mouvement, ont publié une charte politique le 28 février, appelant à la formation d'une nouvelle « autorité populaire » opposée au régime issu du coup d'État. Le nouvel organe unifierait les forces révolutionnaires et exclurait tous ceux qui ont pris part au coup d'État d'octobre 2021. Pendant ce temps, les membres des Comités de résistance de l'État du Nord ont maintenu les barricades sur la principale autoroute traversant l'État, bloquant les camions

en provenance et à destination de l'Égypte, un allié majeur du régime du général Abdel Fattah el-Burhan. Le blocus était initialement une réponse à une augmentation prévue des prix de l'électricité.

Intense répression

Les membres du Comité des enseignants soudanais (Sudanese Teachers' Committee-STC) rapportent que « la situation politique est toujours bouchée et bloquée. Les manifestantEs descendent dans la rue tous les jours. Il y a huit manifestations principales prévues chaque mois, plus d'autres manifestations locales. »

Les militaires ont intensifié leur répression selon les militants du STC : « L'ancien système de renseignement a été réactivé ; leur autorité était limitée dans le dernier

gouvernement, et ils ont reçu actuellement les pleins pouvoirs. Ils procèdent à des arrestations massives de militantEs. Ils se présentent en grand nombre, armés de munitions de guerre. Ils pratiquent d'horribles tortures, agressions verbales et violences contre les manifestants et les détenus. Au moins 200 à 300 personnes ont été emprisonnées et 2 000 blessées. Les personnes arrêtées sont gardées dans des lieux inconnus et ne font l'objet d'aucune accusation officielle. »

Le régime militaire soudanais a arrêté plusieurs membres éminents de l'ERC-Empowerment Removal Committee, chargé par le gouvernement de transition de démanteler les structures de l'ancien régime, dont le président de cet organe. En date du 17 février, 110 personnes étaient détenues à la prison de

Kober depuis trois jours. Le directeur de la Sudanese Standards Organisation, Sami Bella, aurait été détenu. Entretemps, le rapporteur du HCR (agence de l'ONU pour les réfugiés), Adama Deng, a demandé une enquête rapide et impartiale sur le meurtre et la détention arbitraire de manifestants.

Grèves de la faim

La pression internationale a conduit à la libération d'Amira Osman, qui était détenue depuis 15 jours dans la prison pour femmes d'Omdurman. Elle est maintenant accusée de possession illégale d'armes et de munitions.

Plus de 100 prisonniers politiques, dont Wajdi Saleh, membre éminent de l'ERC, et Khalid Omer Yousif, ancien ministre des Affaires du gouvernement, ont entamé une grève de la faim. Deux autres manifestants, Munther Abdelrahim (18 ans) et Muhammad Ibrahim el Nakhli (17 ans), ont été abattus par les forces de sécurité lors de manifestations.

La crise politique s'accompagne d'une montée de la détresse sociale, selon les militantEs du Comité des enseignants soudanais (STC). « Tous les bureaux gouvernementaux sont fermés en raison des barages routiers. La situation politique et économique se détériore. Il y a des augmentations massives du coût de la vie et des services tels que le gaz de cuisine. »

Mena Solidarity Network, traduction rédaction À l'Encontre.

SUISSE Non à la course aux armements, en Suisse comme ailleurs !

C'était prévisible : les partis bourgeois (PLR et UDC) utilisent le prétexte de la guerre d'invasion russe contre l'Ukraine pour demander deux milliards de francs [environ deux milliards d'euros] supplémentaires au budget militaire et 20000 soldats de plus pour l'armée suisse.

Ainsi, le PLR a annoncé le dépôt de deux motions visant à « renforcer l'armée suisse » rapidement, car selon son président, Thierry Burkart, « l'Europe est en guerre » et « la Suisse doit être en mesure de se défendre elle-même ». Au même moment, des représentants de l'UDC présentaient leur plan pour doter l'armée suisse de davantage de ressources en hommes et moyens, et le Conseil fédéral annonce la possibilité de rendre le service militaire obligatoire pour les femmes.



WIKIMEDIA COMMONS

Course aux armements

La droite demande également au Conseil fédéral d'acquiescer le plus rapidement les nouveaux avions de combat F-35, qui doivent faire l'objet d'une votation. Dans ce cadre, le chef du groupe UDC au Parlement, Thomas Aeschi, a appelé le PS et les Verts à retirer leur initiative contre l'achat de ces appareils...

Ces appels au renforcement de l'armée ont pour objectif de militariser la Suisse et participent à une véritable course aux armements dans le monde. En effet, des dépenses militaires supplémentaires sont également discutées dans d'autres pays en Europe, comme en Allemagne, qui va débloquer 100 milliards d'euros pour son armée.

Le mouvement solidaritéS dénonce ces appels en Suisse à une augmentation des dépenses militaires. Nous réitérons notre soutien à la perspective d'une Suisse sans armée. Pour rappel, à l'échelle mondiale, les sommes consacrées à l'armement sont estimées en 2019 à 1917 milliards de dollars (source SIPRI). Leur croissance a été de 7,2% entre 2010 et 2019, donc une augmentation significative bien avant la crise actuelle. Quel secteur des dépenses publiques a connu durant la même période une telle croissance ? Deux puissances dépendent la moitié de cette somme gigantesque, les États-Unis (732 milliards de dollars) et la Chine (261 milliards de dollars). Pour nous, ces sommes doivent servir à affronter d'autres menaces, notamment sociales et environnementales.

Il ne peut y avoir de sécurité sans désarmement global

En effet, les activités militaires sont responsables de 20% des dégâts environnementaux. À cela s'ajoutent évidemment les dommages irréparables sur la santé des victimes de conflits et des militaires impliqués, les coûts financiers et environnementaux de la reconstruction après des conflits armés, les déplacements forcés de population. Le désarmement, à l'échelle suisse et mondiale, l'abandon de toutes les armes nucléaires, sont d'actualité pour tous les peuples qui luttent pour leurs droits démocratiques, sociaux et environnementaux.

Au lieu d'alimenter l'industrie parasitaire et mortifère de l'armement, les montants gigantesques qui y sont gaspillés doivent urgemment être consacrés à la lutte contre les inégalités sociales, la pauvreté, la précarité de la population dans le monde, à la mise en place de mesures radicales contre le réchauffement climatique et l'accueil digne de personnes fuyant les guerres et la misère. La défense de notre avenir nécessite des changements radicaux. La disparition de toutes les armées et des armements en fait partie. Le militarisme est l'ennemi des peuples. Face à celles et ceux qui disent défendre la paix en jouant la course aux armements, ne soyons pas dupes : il ne peut y avoir de sécurité sans désarmement global. À l'heure actuelle, il est urgent de le rappeler.

Joseph Daher

BELGIQUE La manifestation BASTA! du PTB: un succès et des questions

Dimanche 27 février, le Parti du travail de Belgique (PTB) organisait une manifestation pour dire Basta à l'énergie chère, au blocage des salaires et à une gestion libérale antidémocratique de la crise sanitaire. L'événement Facebook du PTB appelait à être « ensemble dans la rue ». Un appel entendu par la Gauche anticapitaliste / SAP antikapitalisten et publié sur nos sites.

La manifestation a rassemblé autour de 6000 personnes, membres du PTB ou non : parmi elles et eux, beaucoup de travailleurs et travailleuses, parmi lesquelEs des syndicalistes, des ouvrierEs et des pensionnéEs [retraitéEs]. Nous avons remarqué entre autres un beau groupe derrière leur banderole sur la santé, un bloc féministe et un sur le climat, ou encore des travailleurEs du commerce. Parmi les personnes présentes, de nombreuses précaires, touchées par les crises : personnes malades, souffrant de handicap, etc. La présence des organisations syndicales en tant que telles était limitée à la centrale ACV Pulse (centrale CSC des employéEs néerlandophones).

Une « manifestation du PTB uniquement » ?

La présence de militantEs de la Gauche anticapitaliste a été saluée par de nombreux militantEs venuEs manifester. Nous avons distribué un tract (version raccourcie de notre appel) et discuté des mesures à avancer, des stratégies et de la nécessité de construire des mouvements unitaires. Nous l'avons dit, il était important que la principale force de gauche



STEFAN VAN PARYS

du pays prenne une initiative pour remettre les thématiques sociales sur la table. Mettre 6000 personnes dans la rue n'est pas à la portée de n'importe quelle organisation politique. Ceci dit, plusieurs questions restent sur la forme de la mobilisation et la stratégie mise en œuvre : de façon interpellante, le service d'ordre du PTB a reproduit son attitude autoritaire déjà vue en 2014 à la Protest Parade. Ainsi, notre petit bloc a été tenu à l'écart par un cordon d'une trentaine de stewards, à distance du reste de la manifestation.

Interpellé, le responsable nous a répondu qu'il s'agissait d'une « manifestation du PTB uniquement » (alors que les drapeaux du PC liégeois et de la Jeunesse communiste flottaient, eux, dans la manifestation, à plusieurs dizaines de mètres...), que leur cordon « fermait » la manifestation et que nous devions « rester derrière » : « Nous avons des ordres », a-t-il conclu. Quelques militantEs PTB se sont indignés de cette attitude, sans réaction de la part du responsable. Nous avons néanmoins suivi la manifestation avec entrain et slogans

entre autres contre la vie chère, le capitalisme, les discriminations et la guerre de Poutine, animant bon gré mal gré, depuis l'extérieur, une fin de cortège par ailleurs calme.

L'audace de l'ouverture

Plus fondamentalement, la manifestation de dimanche a surtout permis au PTB de compter ses forces dans un rassemblement populaire aux revendications immédiates et de bon sens, bien qu'elles ne ciblent pas la racine des multiples crises provoquées par les convulsions d'un capitalisme toujours plus menaçant pour l'humanité. Mais une question subsiste : le PTB pense-t-il réussir « tout seul », en tant que force politique, à changer le monde, ou même la Belgique ?

Comme nous le disions dans notre appel à manifester le 27 : « [Il] est nécessaire d'offrir des perspectives au-delà des mobilisations ponctuelles et/ou autour d'un seul parti et de faire le lien entre les différentes luttes. Pour cela, le PTB dispose de nombreux relais pour réveiller les syndicats, les organisations les plus massives de la classe travailleuse en Belgique. Les rendez-vous féministes, antiracistes et écologiques du mois de mars fournissent également, à nouveau, des points d'appui en ce sens. Pour sortir l'ensemble de notre classe d'une posture défensive, cela nécessite aussi d'impulser au maximum l'auto-organisation collective par en bas. » L'unité large et plurielle reste une condition indispensable pour ce faire. Aucun service d'ordre ne permettra de contourner cet enjeu. L'audace de l'ouverture, elle, peut contribuer à y répondre.

CorrespondantEs




AVEC

PHILIPPE POUTOU

L'URGENCE ANTICAPITALISTE

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

UN PROGRAMME DE RUPTURE... ET DE LUTTE!

Urgence écologique, urgence démocratique, urgence sociale, urgence sanitaire: le capitalisme mène l'humanité et la planète à leur perte. Et ce n'est pas parce que le système serait mal dirigé; c'est bien parce que le mode de production capitaliste repose sur le principe même de l'exploitation maximale des êtres humains et de la nature, fondé sur la loi du profit et de la concurrence généralisée, pour une minorité de possédants.

Notre programme est non seulement un programme d'urgence, mais aussi un programme de rupture, qui revendique la nécessité d'arracher le pouvoir aux capitalistes en construisant un rapport de forces pour construire un autre monde. C'est pourquoi nous considérons que les élections ne sont pas une fin en soi mais un moment politique dont il s'agit de se saisir pour bousculer le train-train des partis institutionnels. Nous voulons faire entendre la voix de celles et ceux qui refusent de se résigner à l'ordre des choses et qui veulent le faire savoir dans les urnes.

Notre programme de rupture n'est pas un simple programme électoral mais bien un programme de lutte, qui assume le fait que les mesures proposées ne pourront être imposées à la classe dominante qu'avec des mobilisations d'ampleur les reprenant à leur compte: grèves, manifestations, occupations... Dans l'histoire, les droits de celles et ceux d'en bas ont été conquis grâce à des grands mouvements sociaux, des grèves générales, des révolutions. La réduction du temps de travail, la Sécu, les congés payés, le droit à l'avortement... ont été arrachés à la suite de grandes mobilisations comme en 1936, à la Libération ou en mai 1968. C'est de ce type de mobilisation dont nous avons besoin: quand la jeunesse et les travailleurEs occupent le devant de la scène, l'ambiance change et le rapport de forces peut basculer.

Le vote utile, c'est le vote Poutou

Le début de la campagne a déjà montré qu'au milieu des autres candidatEs, et notamment des politiciennes professionnelles de gauche comme de droite, la candidature de Philippe Poutou détonne et incarne la nécessité de s'affronter à ce système, de s'organiser pour le faire, et de défendre la perspective d'une société libérée de l'exploitation et des oppressions.

Plus le nombre de voix qui se porteront sur la candidature de Philippe Poutou sera important, plus le sentiment d'isolement qui peut exister, chez celles et ceux qui tentent de résister, se réduira, et plus notre camp pourra reprendre confiance en lui, en sa force et en ses capacités d'agir collectivement pour transformer les choses. Alors n'hésitons pas: par notre campagne, par nos luttes et par notre vote, bousculons le banquet des politiciennes et préparons dès aujourd'hui les lendemains d'une élection qui, quels que soient les résultats de cette dernière, devront nécessairement être placés sous le signe de la résistance et du combat pour nos droits. Faire campagne pour Philippe Poutou et glisser un bulletin Philippe Poutou dans l'urne, c'est affirmer que nous nous préparons à cette perspective, sans illusion sur de prétendues solutions institutionnelles aux crises que nous vivons. C'est dire que nous refusons de nous résigner au prétendu « vote utile », qui a montré, élection après élection, à quel point il était inutile, et c'est aussi faire entendre haut et fort que nous sommes nombreuses et nombreux à assumer notre radicalité et à être prêts à en découdre avec Macron, les capitalistes et leur monde. Nos vies valent plus que leurs profits!

Retrouvez notre brochure programme sur <https://poutou2022.org/node/348>

TRAVAIL: NE PAS PERDRE SA VIE À LA GAGNER

Les fins de mois arrivent de plus en plus tôt. Cinq millions de personnes sont au chômage. Et l'écart entre riches et pauvres se creuse: malgré la pandémie, au premier semestre 2021, les entreprises du CAC 40 ont fait 57 milliards de bénéfices, et la fortune des milliardaires français a augmenté de 236 milliards en deux ans, trois fois le budget de l'hôpital public!

Les cadences s'accroissent, les conditions de travail se dégradent. Les métiers en première ligne lors de la crise sanitaire, en majorité occupés par des femmes, sont sous-payés. Notre pouvoir d'achat ne cesse d'être grignoté par l'augmentation des prix. Tout cela n'est pas une fatalité, d'autres choix sont possibles. Les gains de productivité doivent servir à augmenter les salaires, embaucher et réduire le temps de travail. Avoir plus de temps libre c'est profiter de ses amiEs, de sa famille, se cultiver, se reposer, participer à la vie démocratique, partager les tâches ménagères, réduire notre consommation, protéger la planète... Et au lieu de travailler jusqu'à n'en plus pouvoir, place aux jeunes pour profiter de la retraite en bonne santé!

Avec Philippe Poutou, ouvrier licencié par Ford après 20 ans d'usine, nous portons un programme anticapitaliste pour changer radicalement l'organisation du travail, pour ne pas perdre notre vie à la gagner!

Un revenu pour vivre décemment!

Pour que chacunE puisse se loger et se nourrir correctement, s'habiller, cultiver ses passions... Il faut:

➔ **Pas un revenu en dessous de 1800 euros net**, car c'est ce



qui est nécessaire pour que celles et ceux qui travaillent, sont malades, au chômage, retraitéEs ou en formation, puissent vivre décemment.

➔ **Augmenter tous les revenus de 400 euros** car les prix n'ont cessé d'augmenter (loyers, énergie, alimentation...)

➔ **Indexer les salaires sur les prix**, dans le privé comme dans le public, pour éviter que l'inflation ne réduise à zéro l'augmentation des revenus.

Partager le travail entre toutes et tous!

Pendant que des millions de gens cherchent du travail, d'autres se tuent à la tâche. Cette situation absurde est le résultat d'un système qui ne cherche qu'à faire le maximum de fric. Nous voulons:

➔ **La semaine de 28 h sur 4 jours**, sans perte de salaire et avec les embauches correspondantes pour en finir avec le chômage.

➔ **La retraite à 60 ans** (55 ans pour les métiers pénibles), avec un temps de cotisation de 37 annuités.

➔ **Une sixième semaine de congés payés.**

➔ **Interdire les licenciements**, en premier lieu dans les entreprises qui font des profits. Pour celles en difficulté, il faut imposer la continuité du salaire et du contrat de travail, avec un financement assuré par le patronat, en particulier celui de la branche concernée. Il faut socialiser les productions indispensables et reconverter les industries polluantes.

De telles mesures ne sont pas une utopie, mais elles ne peuvent être financées que si l'on prend sur les profits. Pour les imposer il faudra construire des mobilisations, des luttes, comme celles qui ont permis d'obtenir la journée de 8 h ou les congés payés. Déjà, des collectifs de travail en grève pour les salaires montrent l'exemple.

Voter pour Philippe Poutou, c'est faire entendre cette volonté de changement radical, et renforcer la confiance dans notre capacité à changer les choses!



MOBILISONS-NOUS POUR EN FINIR AVEC TOUTES LES DISCRIMINATIONS!

Sexisme, racisme, LGBTIphobies, islamophobie... Le système capitaliste entretient les oppressions et les discriminations pour préserver l'ordre existant. Il nous divise entre FrançaisEs et immigréEs, il s'approprie le travail gratuit effectué par les femmes dans le cadre familial et les sous-paie dans des emplois dévalorisés, il désigne des boucs émissaires pour détourner les colères légitimes, il stigmatise les jeunes, il impose des normes de genre et de sexualité...

Contre les discours de Zemmour ou de Le Pen repris par une droite décomplexée, nous devons plus que jamais nous mobiliser. Les manifestations contre les violences policières, les mobilisations féministes internationales contre les violences, le succès des marches des fiertés... nous encouragent à construire les convergences, pour être plus fortEs ensemble sans oublier nos spécificités.

Nous voulons l'égalité en droit et dans les faits, quels que soient notre genre, notre sexualité, notre religion réelle ou supposée, notre âge, notre origine. Nous ne voulons plus subir les violences sexistes et sexuelles qui s'exercent sur les femmes, les LGBTI et les enfants, au sein des familles, au travail ou dans l'espace public. Nous ne voulons plus subir les discriminations à l'emploi, au logement, les contrôles au faciès ou les violences policières, infligées dans les quartiers populaires et aux personnes racisées en particulier.

Avec Philippe Poutou, nous portons un programme anti-capitaliste pour changer radicalement la société et en finir avec toutes les oppressions.

Pour en finir avec les discriminations de genre

Pour mettre fin aux inégalités et aux violences, nous voulons :

- ➔ **L'égalité professionnelle** : la revalorisation des emplois féminisés, l'égalité des salaires et des carrières.



- ➔ **Le partage des tâches domestiques** : la réduction du temps de travail, le développement des services publics pour la petite enfance et la prise en charge des personnes en perte d'autonomie.

- ➔ **Des moyens pour lutter contre les violences** : des logements pour accueillir les victimes, un emploi stable et correctement payé pour être indépendantEs, des moyens pour la formation des personnels, pour les associations d'aide aux victimes et la fin de l'impunité pour les violeurs.

- ➔ **Contraception, PMA, centres IVG, maternités** : un accès libre et gratuit pour touTEs et partout sur le territoire.

- ➔ **Pour les personnes transgenre** : changement

d'identité sur simple demande, remboursement à 100% des parcours de transition.

Pour en finir avec le racisme et l'islamophobie

Dans la suite de l'histoire coloniale française, nous dénonçons la responsabilité actuelle de ce pays dans les situations de guerre et de misère qui existent en particulier en Afrique. Face au nationalisme et à tous les racismes, nous revendiquons :

- ➔ **La fin de l'impunité pour les violences policières.**
- ➔ **La régularisation de touTEs les sans-papiers.**
- ➔ **L'abrogation des lois racistes et islamophobes.**
- ➔ **L'égalité entre françaisEs et étrangerEs, en particulier le droit de vote pour tous les résidentEs à toutes les élections.**

Pour imposer ces revendications, il faut des mobilisations massives s'affrontant à l'État qui défend l'ordre capitaliste, patriarcal et raciste. Des luttes qui s'appuient sur l'auto-organisation des premierEs concernéEs en lien avec le mouvement social. C'est en étant solidaires au sein de notre camp social que nous pouvons changer la société.

Voter pour Philippe Poutou, c'est renforcer la confiance dans nos capacités à nous mobiliser pour l'égalité !

REPRENONS LE CONTRÔLE SUR NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ, SUR NOS VIES

La crise sanitaire s'invite dans la campagne présidentielle. Comment aurait-il pu en être autrement après deux ans de pandémie ? La gestion de cette crise par Macron est un cas d'école : le capitalisme est incapable de faire face aux grands problèmes de l'humanité. Après des années de saccage de l'hôpital public et de toute protection sociale, leur seule logique aura été de maintenir les profits au détriment de notre santé et de nos libertés.

Une autre politique est possible en rompant avec la logique de ce système : la relance de l'hôpital public en termes matériels et humains, le développement d'une santé de proximité qui associe la population et les soignantEs, la mise sous contrôle de l'industrie pharmaceutique...

Face à la pandémie, l'enjeu est de convaincre, pas de contraindre. Pour ralentir la circulation du virus, d'autres moyens que le contrôle social doivent être mis en œuvre : la distribution de masques, la gratuité et la généralisation des tests, le déploiement de purificateurs d'air dans tous les lieux publics clos (notamment les écoles), des services de santé au plus proche de la population, l'arrêt des activités non essentielles au plus fort des contaminations...

Avec Philippe Poutou, nous portons un programme anti-capitaliste pour la santé, un programme qui fait écho aux luttes des soignantEs comme des usagerEs ces dernières années. Reprenons le contrôle !

En finir avec l'hôpital entreprise

Les contre-réformes successives, les suppressions de personnels, l'organisation du travail, les fermetures de sites mettent en péril tout le système hospitalier. Il faut :

- ➔ **Former et embaucher 200 000 hospitalierEs et ouvrir 100 000 lits.** Cela passe aussi par l'augmentation des salaires de 400 euros et la baisse du temps de travail, avec un seul week-end travaillé par mois et l'interdiction des heures supplémentaires.

- ➔ **Rapprocher les hôpitaux de la population.** Il faut maintenir l'existant et rouvrir des hôpitaux de proximité, en particulier en zones rurales. Nous avons besoin de centres de santé publics et gratuits rattachés aux hôpitaux dans les quartiers et sur tout le territoire.

Pour une industrie pharmaceutique au service de la population

Depuis le début de la pandémie, les profits des fabricants de vaccins ont explosé et, l'année dernière, Sanofi a reversé 4 milliards d'euros à ses actionnaires ! Cette industrie profite de la recherche publique, des crédits d'impôts et de la Sécurité sociale. Cela ne peut plus durer. Il faut :

- ➔ **Exproprier les grands groupes de l'industrie pharmaceutique.** Nous devons nous réapproprier les outils de production, sans indemnité ni rachat, sous le contrôle des salariéEs.
- ➔ **En finir avec les brevets.** Que ce soit contre le coronavirus, le cancer ou toute autre maladie, il faut lever les brevets pour permettre, quel que soit son pays, d'accéder à une protection et des soins de qualité.

Pour des soins gratuits à 100%

La santé n'est pas une marchandise et nous devons toutes et tous pouvoir accéder à des soins gratuits à 100%. **La Sécurité sociale doit être contrôlée par celles et ceux qui produisent les richesses.**

- ➔ **Interdiction des dépassements d'honoraires,** suppression des franchises

et des forfaits hospitalier et urgences.

- ➔ **Remboursement à 100% de tous les soins et médicaments prescrits** et généralisation du tiers payant, géré par l'Assurance maladie (guichet unique).



Un tel programme n'est pas une utopie. Il peut être financé, en particulier en récupérant les profits de l'industrie pharmaceutique et en réduisant drastiquement les prix des médicaments avec la levée des brevets. Le financement de la Sécurité sociale doit en particulier passer par la fin des exonérations de cotisations sociales dites patronales et l'augmentation de celles-ci. Voter pour Philippe Poutou, c'est exprimer sa volonté d'imposer de telles mesures et donner confiance aux luttes des soignantEs et des usagerEs.

Parce que notre santé, nos vies, valent plus que leurs profits.

DES RÉPONSES ÉCOSOCIALISTES AUX URGENCES ÉCOLOGIQUES

Changement climatique, effondrement de la biodiversité, pollution de l'air et de l'eau : rien n'est fait pour arrêter ça ! Les COP (conférences internationales contre le réchauffement climatique) ont failli et Macron et d'autres voudraient nous faire avaler que le nucléaire va sauver le climat en continuant la course à la croissance.

Il faut rompre avec le capitalisme et mettre en place une planification écosocialiste : partir des besoins de la population, définis collectivement, en tenant compte des limites de la planète (biodiversité, ressources naturelles, climat, pollution).

Pour l'arrêt du nucléaire, la sobriété énergétique, et la socialisation du secteur de l'énergie

- ➔ **Exproprier et socialiser l'énergie et la finance,** sous le contrôle des salariéEs et de la population, pour empêcher les multinationales de brûler tout le pétrole et le gaz de la planète, et mettre fin aux investissements dans les projets polluants.
- ➔ **Sortir des énergies fossiles et arrêter le nucléaire en 10 ans.**
- ➔ **Développer les énergies renouvelables.**
- ➔ **Engager un plan de sobriété énergétique** et isoler les logements.



- ➔ **Arrêter les productions inutiles** (publicité, armement...) et les reconverter, avec garantie de l'emploi pour tous les salariéEs.

Pour une agriculture libérée du productivisme et du marché

Pour en finir avec l'agriculture intensive dopée à la chimie et passer à une agriculture paysanne qui

assure un revenu correct aux producteurs. Pour nourrir suffisamment et sainement la population en respectant l'environnement :

- ➔ **Interdire les intrants chimiques** (engrais, pesticides, herbicides, fongicides...)
- ➔ **Développer les circuits courts,** en aidant les filières autogérées et coopératives.
- ➔ **Reconvertir l'agriculture en tout biologique en 10 ans.**
- ➔ **Végétaliser l'alimentation** (pour en finir avec l'élevage industriel maltraitant pour les animaux comme pour les salariéEs).
- ➔ **Moratoire sur les dettes des agriculteurs.**
- ➔ **Fonds publics d'acquisition de foncier** pour l'installation en coopérative de jeunes agricultrices et agriculteurs.

Pour une biodiversité préservée

Stopper l'artificialisation du territoire, transformer la gestion de

la forêt (privée à 75%) et mettre en place des aires protégées.

- ➔ **Nationalisation des forêts de plus de 20 ha.**
- ➔ **Ne pas dépasser 10% de territoire artificialisé.**
- ➔ **Classement de 10% du territoire en réserves naturelles.**
- ➔ **Limitation des périodes et des zones de chasse.** Interdiction de la chasse pour les espèces en déclin.

Pour des transports 100% publics et gratuits

En finir avec le tout-voiture individuelle et le tout-camion, sources de pollution.

- ➔ **Développer massivement les transports en commun publics** (trams, bus), rouvrir des lignes de train et embaucher dans le service public ferroviaire, rendre gratuits les déplacements du quotidien.
- ➔ **Réduire le transport de marchandises** en réorganisant et localisant les productions,

donner la priorité au fret fluvial et ferroviaire.

- ➔ **Développer les infrastructures pour l'utilisation du vélo.**
- ➔ **Réduire drastiquement le transport aérien** qui doit être interdit sur les circuits courts.

Pour imposer de telles mesures, il faut construire les mobilisations, comme les grèves internationales des jeunes pour le climat ou les différentes actions contre les grands projets inutiles ou polluants. Voter pour Philippe Poutou, c'est faire entendre cette volonté de rompre avec un système capitaliste et productiviste qui menace la planète et celles et ceux qui l'habitent.

Parce que notre planète et nos vies valent plus que leurs profits.



GRÈVE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS

La solidarité, une nécessité

Le 22 octobre pour les travailleurs sans-papiers de l'agence d'intérim RSI de Gennevilliers (92), le 15 novembre pour ceux de la plateforme colis de DPD au Coudray-Montceaux (91), le 3 décembre pour ceux de l'agence Chronopost d'Alfortville (94) : ce sont les dates de déclenchement des grèves et d'installation de ces trois piquets.

Des mois de lutte donc, au cours de laquelle les grévistes font preuve d'une détermination et d'un courage qui forcent le respect, et qui devraient être un exemple pour l'ensemble des travailleurs. Ils font face au mépris des employeurs, en particulier La Poste et son sous-traitant Derichebourg, qui refusent de fournir les documents pouvant permettre leur régularisation. Mais ils sont également confrontés au racisme d'État. Les positionnements des différentes préfectures peuvent varier quant à la forme, ils sont strictement les mêmes sur le fond : un refus de prendre leurs responsabilités (ce qui pourrait être fait de deux manières : en régularisant ou en faisant pression sur les patrons pour la fourniture des documents).

Meeting de solidarité

Une complicité avec le patronat à laquelle s'ajoute le cynisme le plus total quand la Direction générale des Étrangers en France prend prétexte de l'arrivée de réfugiés ukrainiens qui la « mobilise » pour refuser de rencontrer les grévistes. Le ministère de l'Intérieur, dont dépend cette direction, fait ainsi chorus avec tous les tenants de la solidarité à géométrie (très) variable. Pour affirmer la nécessité d'une solidarité vis-à-vis de l'ensemble des migrantEs, quelles que soient leur nationalité, leur couleur de peau et leur religion, un meeting de soutien à cette lutte est organisé jeudi 10 mars, à la Bourse du travail de Paris. Toutes les forces qui se situent du côté de la réelle solidarité, entre les peuples comme au sein du monde du travail, ont été conviées. Une initiative importante dans ce bras de fer qui est engagé.

Édouard Gautier

l'Anticapitaliste la revue

Le n° 133 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : l'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

PSYCHIATRIE « Le risque d'une déshumanisation des pratiques qui conduirait à une psychiatrie du tout-médicament »

Entretien. Dans quelques jours se tiendront les assises citoyennes du soin psychique, à l'initiative du « Printemps de la psychiatrie »¹. Nous avons rencontré le **Professeur Pierre Delion**, psychiatre engagé dans la défense d'une approche humaine de la souffrance psychique.

Tu dresses un bilan sans concession de la dégradation des conditions de soins en psychiatrie ces dernières années. La « psychiatrie de secteur »², à savoir un service public de psychiatrie gratuit et inscrit dans la cité, est démantelé : comment en est-on arrivé là ?

Les années 1970-1980 ont vraiment été la période féconde de la psychiatrie de secteur, avec des réussites excellentes dans beaucoup d'équipes soignantes, des dispositifs très diversifiés adaptés à chaque région. Puis, probablement par facilité, beaucoup de psychiatres ont préféré se spécialiser dans un seul domaine, et progressivement la fonction d'accueil du secteur pour tous les patientEs, quelles que soient leur classe sociale ou leur souffrance psychique, s'est réduite à quelques symptômes. Il s'agit d'une logique de ségrégation des patientEs sous prétexte de symptôme qui s'est progressivement mise en place. L'autisme, l'hyperactivité, la maladie bipolaire... peu à peu les soins se sont spécialisés, sous des apparences plus ou moins scientifiques, voire scientistes. Ainsi la psychiatrie de secteur a été progressivement démantelée, au profit de « plateformes » qui effectuent des diagnostics, mais qui ne contribuent pas à la prise en charge à long terme de la maladie mentale, à sa chronicité. Les politiques, les financeurs, ont alors favorisé le développement d'une psychiatrie dite « aigüe », centrée essentiellement sur les symptômes bruyants. Les décideurs, toujours avides d'économies, y ont vu une

formidable occasion, l'urgence et la « phase aigüe » prises en charge par la médecine ; la psychiatrie et la chronicité transférées aux structures sociales et médico-sociales, à moindre coût bien sûr ! Aujourd'hui on voit que la psychiatrie publique est progressivement vendue à la découpe au privé à but lucratif, qui a une vision très éloignée de la psychiatrie de secteur, et accueille prioritairement les patientEs... qui peuvent sortir leur carte bancaire. Le récent scandale d'Orpea dans les Ehpad illustre ce que peut faire le privé lucratif dans le sanitaire. Que pourraient devenir les malades mentaux les plus graves dans un tel système ? Le risque est réel d'une déshumanisation des pratiques qui conduirait à une psychiatrie du tout-médicament, une psychiatrie que j'appelle psychiatrie « vétérinaire ».

Le ministre de la Santé Olivier Véran assure que la psychiatrie ne sera plus le parent pauvre de la médecine. En septembre dernier se tenaient les assises « officielles » de la psychiatrie, où Macron est venu en personne annoncer le remboursement des consultations de psychologues : tout va bien dans le meilleur des mondes ?

Les discours des politiques sont éminemment démagogiques, du baratin absolu. Ces assises officielles ont abouti à la légitimation d'une parole d'aspect scientifique, avec par exemple pour la pédopsychiatrie la création d'un institut du cerveau de l'enfant, mais rien de concret pour soutenir la

psychiatrie publique et la sectorisation ! Il y a un écart énorme entre les affichages politiques et la réalité de ce qui se passe en psychiatrie, à savoir que de nombreux services manquent de psychiatres pour prendre en charge les patientEs. Aujourd'hui de plus en plus d'infirmierEs quittent l'hôpital, le système hospitalier les a tellement dégoutés que certainEs changent même de métier. L'orientation neuroscientifique devient la vérité absolue et la seule façon de soigner. Mais depuis que les neuroleptiques ont été inventés en 1952, les antidépresseurs en 1957, il n'y a pas eu d'invention extraordinaire de la part des neurosciences pour changer la condition du malade mental. Pour preuve, on relève depuis plusieurs années une augmentation importante des hospitalisations sous contrainte et de la mise sous contention des malades. Donc on voit bien que les neurosciences seules n'ont absolument pas les moyens de répondre à la question de la psychiatrie. Il faut que les neurosciences s'articulent avec la psychopathologie transférentielle, avec la psychothérapie institutionnelle. Il faut pouvoir dépasser les clivages. La prise en compte des dimensions sociétales dans le soin est fondamentale, sans cela la psychiatrie ne peut aboutir à quelque chose d'humain pour les patientEs, comme pour les soignantEs.

« Contribuer à l'élan de refondation du soin psychique en psychiatrie et en pédopsychiatrie » : les assises citoyennes du soin

psychique seront un espace de résistance à la déshumanisation du soin psychique, mais aussi un lieu de construction ?

Tout d'abord je pense qu'il est nécessaire d'insister sur le constat. Beaucoup d'équipes soignantes sont aujourd'hui mises à mal, désabusées, c'est assez général. Désormais il faut que toutes les équipes qui pensent qu'on ne peut pas continuer comme ça se réunissent et se fédèrent. Même si tout le monde n'est pas d'accord sur tout, il est possible de s'accorder sur l'essentiel, la défense de soins humains. Pour cela il nous faut pouvoir articuler différentes orientations du soin psychique, en complémentarité les unes avec les autres, sans exclusive. Les assises citoyennes doivent être l'occasion d'engager une refondation de la psychiatrie de secteur de façon humaine. Il est possible à mon sens de proposer aux autres spécialités médicales de participer à la construction du secteur, notamment dans le cas des pathologies chroniques. Il s'agit aujourd'hui, au-delà du constat que nous pouvons faire au vu de l'état de délabrement de la psychiatrie publique, de se donner des perspectives. Le secteur de psychiatrie est un dispositif qui a fait ses preuves. C'est pour nous un modèle d'organisation des soins que nous pouvons proposer à d'autres spécialités, et en faire la base d'une nouvelle santé publique. La déconstruction du service public est extrêmement problématique pour toutes les spécialités, y compris pour la médecine générale. Au sortir du premier confinement, Macron disait vouloir « reprendre les contrôles » et placer la santé « en dehors des lois du marché ». Évidemment il mène aujourd'hui une tout autre politique. À nous de « reprendre le contrôle », pour défendre les solidarités fondamentales.

Propos recueillis par Benjamin Letang

1 – Assises citoyennes du soin psychique, 11 et 12 mars 2022, bourse du travail à Paris :

<https://printempsdelapsychiatrie.org/>

2 – Le secteur de psychiatrie est une réponse globale, gratuite, publique, avec pour pivot l'équipe de soin présente sur le territoire, travaillant en lien avec les acteurs soignants, sociaux, complétée par un recours possible à l'hospitalisation si elle s'avère nécessaire.

RÉPRESSION Solidarité avec les exiléEs italiens ! Non à leur extradition !

« L'éventuelle extradition de ces vieux réfugiés italiens en France n'a rien à voir avec le mot justice » : tel est le titre d'une récente tribune d'Erri de Luca, écrivain et poète italien, publiée dans le Monde.

ArrêtéEs à l'aube par la police française le 28 avril 2021, les 10 ancienEs militantEs italiens, qui vivent et travaillent, en toute légalité, en France depuis des décennies, font l'objet d'une procédure d'extradition à la demande du gouvernement italien.

« Otages judiciaires de petits arrangements entre États »

Plusieurs réactions de solidarité et d'indignation ont eu lieu face à un tel traitement par le gouvernement français vis-à-vis de personnes vivant paisiblement en France depuis près de quarante années. Une tribune signée par 300 personnalités, philosophes,

artistes, etc., réclamait ainsi leur liberté et l'arrêt des poursuites à leur rencontre. « En menant à terme la procédure d'extradition de 10 exiléEs politiques italiens », l'État français serait « complice d'une opération de réécriture de l'histoire ».

Depuis, dix mois ont passé. Ils et elles sont toujours placés sous contrôle judiciaire, doivent aller pointer toutes les semaines au commissariat et vivent dans la hantise d'être extradéEs, ce qui équivaldrait, compte tenu de leur âge, à une condamnation à la prison jusqu'à la fin de leur vie en Italie.

Plusieurs audiences ont eu lieu. Le tribunal a demandé à



l'État italien des compléments d'information sur les dossiers et des traductions en français qui manquaient et n'ont été que partiellement fournis.

La reprise des audiences va avoir lieu les 23 mars, 30 mars, 6, 13 et 20 avril 2022 ; elles devraient se prononcer sur la demande d'extradition.

Le Syndicat des avocats de France et la LDH ont manifesté leur opposition à toute décision d'extradition : « Ces dix-là ont simplement été condamnés plus tard que les autres, au hasard d'un calendrier judiciaire et des déclarations arbitraires. Ils sont devenus les otages judiciaires de petits arrangements entre États. »

Notre solidarité doit être totale, et nous devons refuser la forfeiture judiciaire et la remise en cause de l'accueil que ces militantEs ont eu pendant 40 ans ! Non à cette violence d'État !

Une conférence de presse était organisée par la LDH et les familles des asiléEs italiens le mercredi 9 mars à 14 heures au siège de la LDH. Un repas de soutien, dont la recette sera versée pour les frais d'avocats, aura lieu le dimanche 13 mars à la Cantine des Pyrénées (77 rue de la Mare, Paris 20^e).

Correspondante



ANTIRACISME Pour l'accueil de touTEs les réfugiéEs

En Ukraine, comme dans toute guerre, les populations civiles sont les premières victimes. Cette guerre déclenchée par l'État et l'armée russes contre l'Ukraine ne fait pas exception. Ils et elles étaient en début de semaine près d'un million et demi à avoir quitté le pays, des femmes, des enfants, des personnes âgées. Leur nombre augmente chaque jour.

BIENVENUE
AUX
RÉFUGIÉS



ACCUEIL UKRAINIENS



ACCUEIL PAS UKRAINIENS

CHARMAG

Nous voyons les images de files de voitures ou de gens sautant dans les bus, ou marchant à pied avec une simple valise, contraints de tout abandonner. Poutine, dans un cynisme qui caractérise les tyrans, tout en bombardant la population, propose des couloirs pour que les réfugiés puissent s'enfuir, mais avec pour destinations obligées la Biélorussie ou la Russie. On sait quel sort leur sera réservé là-bas à l'arrivée ! C'est pourquoi les Ukrainiens refusent ces offres empoisonnées.

Accueil... et discriminations

La majorité des exilés se réfugient en priorité dans les pays limitrophes, la Pologne en particulier, mais aussi parfois dans d'autres pays plus éloignés. L'accueil par les habitants est en général généreux, chaleureux ; les manifestations de soutien au peuple ukrainien se multiplient tant l'invasion militaire de l'Ukraine par l'armée russe a choqué, indigné, ému, bouleversé le monde entier. En France comme ailleurs, spontanément des gens s'organisent pour aider, rassembler du matériel, de la nourriture, des vêtements, des médicaments et se proposent pour accueillir des réfugiés. Cet élan n'arrêtera pas Poutine mais il peut encourager celles et ceux qui résistent en Ukraine et les opposants en Russie en leur montrant qu'ils et elles ne sont pas seuls.

Mais des discriminations ont été dénoncées, des réfugiés d'origine africaine ou arabe étant bloqués à la frontière ukrainienne ou non acceptés en Pologne. Il faut aussi remarquer que les préjugés racistes étant tenaces, ils frappent les journalistes comme une partie de la société. Certains évoquent ainsi l'émotion de voir des « Européens aux cheveux blonds et aux yeux bleus » se faire tuer (un officiel ukrainien sur la BBC), d'autres une « immigration de grande qualité, dont on pourra tirer profit » (le président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale sur Europe 1), ou encore une « ville relativement civilisée, relativement européenne » (un correspondant sur CBS).

Une solidarité à géométrie variable ?

Tous les représentants politiques (sauf l'irréductible raciste) sont tout à coup devenus favorables à l'accueil des réfugiés. Plus question de « protection contre des flux migratoires irréguliers », comme le déclarait Emmanuel Macron à propos des Afghans l'été dernier. Les frontières s'ouvrent pour les personnes qui fuient l'Ukraine. Et c'est tant mieux ! Des trains gratuits de la SNCF à l'activation possible de la directive de « protection temporaire » à l'échelle européenne deviennent possibles. Mais c'est une solidarité à géométrie variable, dont ne bénéficient pas les migrants des autres pays. Et on

peut rester dubitatif sur la réalité des politiques d'accueil qui vont suivre sur le long terme. Est-ce que de réels moyens vont être mis en place pour un accueil digne de ce nom ? Le directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration vient d'affirmer que « les capacités d'accueil seront trouvées » pour les réfugiés ukrainiens. Très bien. Cela prouve donc que c'est possible et que l'argument de saturation des lieux d'hébergement sans cesse avancé n'est pas justifié. Oui, il faut accueillir les réfugiés ukrainiens, dignement, et aussi accueillir pareillement toutes les réfugiés, d'où qu'ils et elles viennent.

Dominique Pierre

AUTOMOBILE La résistance de la SAM continue

Mercredi 2 mars, c'était le centième jour de l'occupation de l'usine de la SAM à Viviez dans le bassin de Decazeville. Nous étions encore 2500 pour réaffirmer le soutien à la résistance des ouvrières et ouvriers de la SAM.

Des délégations de la CGT du Gard, de l'Hérault, du Tarn et Tarn-et-Garonne étaient présentes ainsi que des représentants des syndicats aveyronnais FO, FSU, Sud Solidaires, CFDT, Confédération paysanne.

Les fours chargés d'aluminium toujours allumés

Depuis le début de l'occupation, il y a eu la mise en liquidation de l'usine et les lettres de licenciement adressées par pli recommandé à tous les salariés de l'usine. Sous la responsabilité et la protection des travailleurs les machines sont toujours là et les fours chargés d'aluminium sont toujours allumés, sans interruption comme l'exigent les procédures de bon fonctionnement de cet outil de travail. « Il y a un suivi régulier des deux fours de fusion et huit fours de maintien, tous avec du métal en fusion. Des rondes régulières, environ toutes les deux heures, vérifient la température et leur état. Les fours seront vidangés et éteints lorsque les revendications des Sam seront satisfaites sur les points demandés

à Renault, aux mandataires et sur le projet de reprise » a indiqué l'un des responsables CGT de l'usine. Même après les licenciements, le collectif de lutte forgé depuis des années par les salariés de la SAM continue à tenir. Force est de constater que devant cette force toujours mobilisée les pouvoirs publics lors de longues discussions ne ferment pas toutes les portes sans toutefois satisfaire aucune revendication...

La page du tout automobile est tournée

Le ministre Le Maire et la présidente PS de la région Occitanie affirment qu'ils sont toujours à la recherche d'éventuels repreneurs. Vu la position de Renault, la page du tout-automobile est définitivement tournée et les projets mis publiquement en avant visent à fournir aussi d'autres branches industrielles. Mais ils supposent pour commencer des subventions publiques importantes. Et Carole Delga annonce que rien ne sera décidé avant plusieurs mois. Du côté de Renault pas de répit dans l'intransigeance. Le milliard d'euros



DR

de bénéfices scandalise d'autant plus. Rien sur la moindre indemnité supra légale dont la nécessité est pourtant incontestable. C'est pourquoi les 280 salariés de la SAM ont décidé d'ester en justice devant le conseil des Prud'hommes de Rodez contre Renault, Jinjiang l'ancien propriétaire failli, et les mandataires liquidateurs.

Ils envoient des huissiers

Quant aux mandataires, après un constat d'huissiers, ils ont traîné devant le tribunal de Rodez les

responsables CGT de l'usine. Signe du rapport de forces local, vendredi 4 mars, le tribunal de Rodez a refusé de statuer reportant une décision à plusieurs semaines plus tard. Les mandataires continueront-ils dans leur refus de prendre tout engagement écrit quant au non démantèlement de l'outil de travail ? La résistance de la SAM continue et un prochain rendez vous de solidarité est en cours de préparation pour la fin du mois de mars à Rodez.

Correspondant Blog NPA Autocritique



UL CGT GUINGAMP

DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS 1300 manifestantEs le 5 mars à Guingamp pour défendre l'hôpital public

Un hôpital public de plein exercice est notre revendication !

Dans l'opacité totale, y compris envers les élus du pays de Guingamp et les syndicats de l'hôpital CGT et SUD (mais sans doute pas vis-à-vis de la CFDT), l'ARS Bretagne persévère dans son projet de liquidation de l'hôpital public.

Un projet qui tourne le dos aux besoins des populations

La mission Rosetti, du nom de l'expert mandaté par l'ARS, soutenue par la directrice du GHT7 (Groupement territorial d'Armor), en gros tout le secteur depuis Saint-Brieuc jusqu'à Lannion, prévoit rien de moins que la liquidation de la maternité de Guingamp (plus de 500 naissances en 2021) et du bloc chirurgical (6 000 actes annuels)...

Pilotée par le député LREM local Yannick Kerlogot, la mission Rosetti a tenté de nous vendre un simple projet immobilier tout neuf en lieu et place d'un hôpital vétuste, bric-à-brac de bâtiments juxtaposés, passoire énergétique de haut niveau... Et encore pour ne pas risquer un procès en diffamation, il vaut mieux nous taire que d'évoquer les Ehpad hospitaliers en son sein...

Ambiguïté, mensonge et dilapidation de l'argent public vers un cabinet privé d'expertise permettent de forger une stratégie macronienne pour nous faire avaler le serment d'Hippocrate à l'envers !

Adeptes de la théorie du cheval de Troie, les directions locales nous abrutissent, personnels et usagers, de discours sur la pénurie de personnel soignant, pénurie qu'ils orchestrent depuis des décennies et que le Ségur de la santé n'a aucunement réglée. Préférant face aux praticiens hospitaliers sous statut mettre en place un système de mercenaires, puis venir pleurer sur le coup élevé de l'intérim médical.

Un cadre de lutte personnelEs/usagerEs autonome: la coordination¹

Face à ce cynisme, il ne nous reste que la lutte pour arrêter un projet qui tourne le dos aux besoins sociaux de santé des populations locales soit environ 80 000 personnes.

C'est la voie que nous tentons de poursuivre en unissant personnels et usagerEs, et si nous ne négligeons pas le soutien des élus, nous n'en faisons pas l'élément moteur de la mobilisation. C'est ce débat très compliqué que nous avons tranché en créant une coordination santé du pays de Guingamp suite aux trois premières manifestations initiées depuis octobre en ordre dispersé.

La manifestation du samedi 5 mars a validé cette stratégie unitaire et résolument centrée sur la mobilisation des personnels hospitaliers, leurs organisations de classe et les usagerEs du service public de santé. Simple étape dans un plan de bataille que nous définissons en commun, et dont l'un des objectifs est de parvenir à frapper plus fort à travers une journée

« pays de Guingamp mort ». Le vieux slogan des années de braise en Bretagne devenant : « Naître et se soigner au pays ».

Correspondant comité Nathalie Le Mél

1 - Coordination santé du pays de Guingamp : syndicats CGT et SUD de l'hôpital, personnels des divers services, intersyndicale de Guingamp (CGT-FSU-FO-Solidaires), comité de défense du CH Guingamp.





Agenda

Vendredi 11 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Cergy. À 19h30, MJC Village, 6, place de Verdun.

Vendredi 11 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Montpellier. À 20h, salle Guillaume de Nogaret, Espace Pitot, place du Pr. Mirouze.

Mardi 15 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lille. À 19h, salle le Gymnase, 7, place Sébastopol.

Mercredi 16 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Strasbourg. À 19h30, FEC, 17, place Saint-Étienne.

Vendredi 18 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nancy. À 19h, salle Raugraff.

Samedi 19 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Ivry-sur-Seine. À 18h, salle Voltaire, place Voltaire, M° Mairie-d'Ivry.

Mardi 22 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Alençon. À 20h30, salle Beaudelaire, rue Porchaine.

Samedi 26 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Clermont-Ferrand. À 16h, salle Leclanché, rue Champratel.

Mercredi 30 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes. À 19h30, Maison de quartier Villejean, 2, rue de Bourgogne, M° Villejean-Université.

Judi 31 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nantes. À 20h, salle Festive Nantes-Nord, 73, avenue du Bout-des-Landes, TRAM (ligne 2) – arrêt René-Cassin.

#Poutou2022

200 personnes au Mans pour le meeting de Philippe Poutou

Le 4 mars, Philippe Poutou était en meeting au Mans. Un succès!

On avait collé au moins 300 affiches annonçant le meeting et distribué à peu près 5000 tracts (sur la fac, les lycées, les marchés, l'hôpital, les usines Renault et Class, les restaurants administratifs ainsi qu'un centre commercial dans un quartier populaire...).

Variété des thèmes abordés

Environ 200 personnes sont venues assister au meeting, avec beaucoup de jeunes : les 3/4 étaient étudiantEs et lycéenEs. Beaucoup de contacts ont été pris, environ 80. La première intervention, celle de Laura, portait sur la précarité étudiante, la volonté des gouvernants de faire toujours travailler plus les jeunes pendant leurs études. Mais aussi sur l'importance de mobilisations fortes de la jeunesse dans les luttes antiracistes, féministes, écologistes.

Patrick, retraité Renault, a évoqué le secteur automobile, important au Mans. Les licenciements, l'utilisation des contrats précaires pour fermer les sites, les fonderies notamment.

Puis Philippe est intervenu. Il a parlé de notre bagarre pour les parrainages, de l'Ukraine et de notre internationalisme, d'écologie, des Gilets jaunes et de la répression policière... Et aussi des conditions de travail, de la nécessité de partager le temps de travail, de la répartition des richesses, de la lutte contre l'extrême droite et son monde et, enfin, de l'accueil inconditionnel de tous les réfugiéEs. La



salle était réactive à son discours : des applaudissements et slogans lancés à la volée.

À la fin du meeting, il y a eu beaucoup de questions et d'interventions lors de l'échange autour de l'éducation, de l'hôpital, de la réforme des institutions, de les luttes LGBTI, de l'écologie, de l'évasion fiscale.

Une réussite pour les équipes militantes du Mans, assistées par des camarades de Paris, Rennes, Mayenne, Angers, du Perche et de Nantes et de nos contacts.

Correspondants



Parrainages

Une victoire politique et militante

Avec 596 parrainages validés, la candidature de Philippe Poutou est confirmée. Cette réussite, qui n'était pas gagnée d'avance, est le fruit d'une bataille politique et militante.

Il y un mois, l'issue positive était loin de constituer une évidence. Nous n'étions pas si mal début novembre, avec 152 promesses de parrainages mais le rythme a alors décéléré, avec 30 nouvelles promesses en novembre et 20 en décembre. En janvier le rythme s'est légèrement accéléré et nous avons démarré le mois de février, le mois de la collecte des parrainages officiels, avec 240 promesses.

Un travail de grande ampleur

Heureusement, nous avons pu compter sur les 10 000 éluEs que nous avons vuEs, sur les 1500 hésitantEs, pour trouver plus de 250 nouveaux parrainages environ. Le travail de centaines de militantEs parcourant le pays a payé, et ce sont environ 250 camarades différen-

tes et ont convaincu des éluEs. CertainEs ont signé au premier rendez-vous, mais des dizaines d'autres ont dû être rencontrés jusqu'à six ou sept fois. C'est donc une bataille militante de grande ampleur, une mobilisation très large de l'organisation, qui a permis de gagner.

Une cinquantaine de parrainages sont arrivés au Conseil constitutionnel sans que nous ayons rencontré physiquement les éluEs. Parfois nous avons déposé un courrier dans la boîte aux lettres, vu unE secrétaire, envoyé un mail ou passé un coup de fil. Parfois ce sont des éluEs qui ont été convaincus par la bataille politique publique que nous avons menée, notamment dans les médias, ou qui ont été révoltés par les déclarations selon lesquelles Macron ne voudrait pas débattre contre Philippe. Peut-être avons-nous également

bénéficié de la « banque de parrainages » de Bayrou, nous ne le savons pas, une démarche qui est symptomatique du caractère antidémocratique et absurde du système actuel, que nous continuons à dénoncer pour lui préférer un système de parrainages citoyens.

Une bataille démocratique, des gestes de solidarité

Enfin, plusieurs dizaines de parrainages ont été le fait de gestes militants ou démocratiques, spontanées ou non, de la part de militantEs d'organisations de gauche principalement. Ainsi, trois députés (Jean-Luc Mélenchon, Jean Lassalle et Jérôme Lambert), cinq sénateurEs PS, EÉLV et LR, 24 conseillerEs départementaux, quatre conseillerEs régionaux ont signé. Et surtout, nous avons reçu les signatures d'éluEs des

organisations autonomistes du Pays basque, de Corse, de Guyane, de Martinique, de la Réunion et de Kanaky. C'est dû aux relations politiques que nous avons établies et par notre soutien depuis des décennies aux luttes des peuples opprimés par l'impérialisme français.

Continuer le combat

Tout ça pour dire que nous n'avons pas volé nos 500 parrainages, nous les avons gagnés par une bataille à plusieurs niveaux : une mobilisation de grande ampleur de l'organisation et de ses sympathisantEs, une bataille politique, notamment dans les médias. Cette bataille nous semble avoir été plus difficile qu'il y a cinq ans, en raison de la pression de l'extrême droite de plus en plus présente dans les conseils municipaux et chez les habitantEs. Mais en revanche les



rencontres militantes de qualité ont été nombreuses et cela donne envie de consolider les relations avec de nombreux et nombreuses éluEs dans les prochaines années. Enfin, le plus dur étant fait, cette tâche ingrate qui nous aura fait parcourir des centaines de milliers de kilomètres, ce n'est

le moment de se reposer, il nous reste le plus enthousiasmant à faire : rencontrer des centaines de milliers de personnes qui vont voter pour nous, nous soutenir, participer à la campagne, et peut-être devenir des militantEs dans les prochaines années pour changer le monde! **Équipe nationale signatures**

Un texte de Léon Trotsky sur l'Ukraine

«L'Ukraine contemporaine a été entièrement et complètement créée par la Russie, plus exactement par la Russie communiste, bolchevique. Ce processus a commencé presque immédiatement après la révolution de 1917, et Lénine et ses camarades ont agi de façon vraiment peu délicate avec la Russie: ils ont pris à celle-ci, lui ont arraché une partie de ses territoires historiques. Bien sûr, personne n'a rien demandé aux millions de personnes qui vivaient là.» Ainsi s'est exprimé Vladimir Poutine le 21 février dernier, «justifiant» à l'avance sa brutale intervention contre l'Ukraine. L'occasion de publier des extraits d'un texte de Léon Trotsky, daté d'avril 1939¹, qui rappelle les débats au sein de l'URSS naissante sur la question ukrainienne.

La question ukrainienne, que bien des gouvernements, bien des «socialistes» et même bien des «communistes», se sont efforcés d'oublier et de reléguer au fin fond de l'histoire, vient d'être remise à l'ordre du jour, cette fois avec une force redoublée. La toute récente aggravation du problème ukrainien se trouve liée très intimement à la dégénérescence de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste, aux succès du fascisme et à l'approche de la prochaine guerre impérialiste. Crucifiée par quatre États, l'Ukraine occupe à présent dans les destinées de l'Europe la même position que la Pologne autrefois, à cette différence près que les relations internationales sont infiniment plus tendues maintenant et que les rythmes des événements s'accroissent. La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe. Ce n'est pas pour rien que Hitler a d'abord soulevé bruyamment la question de la constitution d'une «Grande Ukraine», pour ensuite s'empresser de l'enterrer furtivement.

Lénine contre le chauvinisme grand-russe

La II^e Internationale, qui exprime les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières des États impérialistes, a complètement méconnu la question ukrainienne. Même son aile gauche ne lui a jamais accordé l'attention nécessaire. Il suffit de rappeler que Rosa Luxemburg, malgré sa brillante intelligence et son esprit vraiment révolutionnaire, a pu affirmer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels. Cette prise de position a même laissé une profonde empreinte sur le parti communiste polonais. La question ukrainienne a été considérée par les chefs officiels de la section polonaise de l'Internationale communiste plutôt comme un obstacle que comme un problème révolutionnaire. D'où les efforts opportunistes déployés en permanence pour échapper à cette question, pour l'écarter, pour la passer sous silence ou la renvoyer à un avenir indéterminé. Le parti bolchevique était parvenu non sans difficultés et petit à petit, sous la pression incessante de Lénine, à se faire une idée juste de la question ukrainienne. Le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire à la séparation, a été étendu par Lénine aussi bien aux Polonais qu'aux Ukrainiens: il ne reconnaissait pas de nations aristocratiques. Il considérait comme une manifestation de chauvinisme grand-russe toute tendance à éliminer ou à différer le problème d'une nationalité opprimée.



PHOTOMONTAGE L'ANTICAPITALISTE

Après la prise du pouvoir, il y eut au sein du parti bolchevique une lutte sérieuse au sujet de la solution des nombreux problèmes nationaux hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de commissaire du peuple aux nationalités, Staline représentait invariablement la tendance la plus centraliste et bureaucratique. Ce fut particulièrement net à propos de la question géorgienne et de la question ukrainienne. La correspondance sur ces questions n'a pas encore été publiée. Nous comptons publier la toute petite partie qui se trouve à notre disposition. Chaque ligne des lettres et propositions de Lénine vibre de l'insistance qu'il met à ce qu'on fasse droit, dans la mesure du possible, à ces nationalités opprimées. Dans les propositions et déclarations de Staline, au contraire, la tendance au centralisme bureaucratique, est invariablement marquée. À seule fin d'assurer des «besoins administratifs», lisez les intérêts de la bureaucratie, les revendications les plus légitimes des nationalités opprimées ont été caractérisées comme manifestation du nationalisme petit-bourgeois. On a pu observer tous ces symptômes dès 1922-1923. Mais, depuis cette époque, ils se sont développés de façon monstrueuse et ont conduit à l'étranglement complet de tout développement national indépendant des peuples de l'URSS.

L'Ukraine face à la bureaucratie totalitaire

Selon la conception du vieux parti bolchevique, l'Ukraine soviétique était destinée à

devenir un axe puissant autour duquel s'uniraient les autres fractions du peuple ukrainien. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante attraction également du point de vue national et qu'elle éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne. Mais, au cours des années de réaction thermidorienne, la position de l'Ukraine soviétique et, en même temps, la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble, furent profondément modifiées. Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais, en Ukraine, les choses ont été compliquées encore par le massacre des espérances nationales. Nulle part, les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratique n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine, dans la lutte contre les puissantes aspirations, profondément enracinées, des masses ukrainiennes à plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une subdivision administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS. Sans doute la bureaucratie élève-t-elle des statues à Chevtchenko², mais seulement dans le but d'écraser plus complètement le peuple ukrainien de leur poids et de l'obliger

à chanter dans la langue de Kobzar³ des éloges de la clique de violeurs du Kremlin. À l'égard des parties de l'Ukraine qui sont actuellement hors des frontières de l'URSS, l'attitude du Kremlin est aujourd'hui la même qu'à l'égard de toutes les nationalités opprimées de toutes les colonies et semi-colonies, c'est-à-dire [qu'elle les considère comme] une petite monnaie d'échange dans ses combinaisons impérialistes. Au dernier 18^e congrès du parti «communiste», Manouïlsky, l'un des renégats les plus répugnants du communisme ukrainien, a déclaré tout à fait ouvertement que, non seulement l'URSS, mais également le comintern, refusent de revendiquer l'émancipation nationale des peuples opprimés lorsque leurs oppresseurs ne sont pas parmi les ennemis de la clique dirigeante de Moscou. Aujourd'hui, Staline, Dimitrov et Manouïlsky défendent l'Inde contre le Japon, mais pas contre l'Angleterre. On est disposé à céder pour toujours l'Ukraine occidentale à la Pologne en échange d'un accord diplomatique qui semble aujourd'hui profitable aux bureaucrates du Kremlin. Le temps est loin où ils n'allaient pas, dans leur politique, au-delà de combinaisons épisodiques.

«La question de l'Ukraine est posée dans toute son ampleur»

Il ne subsiste rien de la confiance et de la sympathie d'antan des masses d'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute récente «épuration» sanglante en Ukraine, personne, à l'Ouest,

ne désire plus devenir partie intégrante de la satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes d'Ukraine occidentale, de Bukovine, d'Ukraine subcarpathique, sont en pleine confusion. Où se tourner? Que revendiquer? Et tout naturellement, du fait de cette situation, la direction glisse aux mains des plus réactionnaires des cliques ukrainiennes qui expriment leur «nationalisme» en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre des impérialismes en échange d'une promesse d'indépendance fictive. C'est sur cette tragique confusion que Hitler fonde sa politique dans la question ukrainienne. Nous l'avons dit autrefois: sans Staline (c'est-à-dire sans la

fatale politique du comintern en Allemagne), il n'y aurait pas eu Hitler. Nous pouvons maintenant ajouter: sans le viol de l'Ukraine soviétique par la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas de politique hitlérienne pour l'Ukraine. Staline, au 18^e congrès, a pris ouvertement la défense de Hitler contre les calomnies des «démocraties» occidentales. Hitler se propose d'attaquer l'Ukraine? Que non! Se battre contre Hitler? Il n'y a aucune raison. Manifestement, Staline interprète la remise de l'Ukraine subcarpathique à la Hongrie comme un geste de paix. Cela veut dire que les différentes fractions du peuple ukrainien ne sont devenues ni plus ni moins qu'une monnaie d'échange pour les machinations internationales du Kremlin. La IV^e Internationale doit clairement comprendre l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons affaire à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité, qui a une population égale à celle de la France, qui occupe un territoire exceptionnellement riche et qui, de surcroît, est de la plus grande importance stratégique. La question de l'Ukraine est posée dans toute son ampleur. Il faut un mot d'ordre clair et précis, qui corresponde à la situation nouvelle. À mon avis, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de ce type: pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante!

1 – «La question ukrainienne», 22 avril 1939.

2 – Tarass H. Chevtchenko (1814-1861), poète ukrainien, professeur à Kiev, organisateur de la Fraternité de Cyrille et Méthode, partisan d'une Ukraine nationale profondément réformée, est le père du nationalisme ukrainien moderne.

3 – Kobzar est le titre d'un célèbre recueil de poèmes de Chevtchenko publié juste avant son exil de 1840.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Nous sommes plus que jamais à l'ère de la "mondialisation armée" »

Entretien avec Claude Serfati, économiste et spécialiste des questions d'armement.

En 2020, malgré la récession liée à la pandémie, les dépenses militaires mondiales ont crû de 2,6% par rapport à 2019. Peux-tu faire le point sur cette question ?

Selon les données du SIPRI¹, les dépenses militaires mondiales ont atteint 2000 milliards de dollars en 2020, ce qui représente une augmentation de près de 80% (en dollars constants) depuis 1995. Toutes les régions de la planète sont concernées par ces augmentations. En 2020, les États-Unis comptaient pour près de 40% et les pays de l'Otan pour environ 60% des dépenses militaires mondiales.

La tragédie vécue par le peuple ukrainien éveille évidemment des réflexes de solidarité et d'indignation au sein des populations européennes. Cela rend encore plus nauséabond le comportement des dirigeants d'États-membres de l'UE. Les gouvernements « illibéraux » de la Pologne et de la Hongrie, mais aussi de la France ont été en pointe dans la politique de fermeté contre les réfugiés victimes des guerres en Afrique et au Moyen-Orient.

L'agression de l'impérialisme russe ne doit pas masquer que plus de 50 conflits armés ont lieu dans le monde, dont près de la moitié déchirent le continent africain. Ces « nouvelles guerres » sont des composantes permanentes de la « mondialisation » et les pays développés y participent par différents canaux : présence des grands groupes industriels qui exploitent les ressources naturelles, grandes banques qui recyclent les fortunes des élites nationales dans leurs paradis fiscaux, vente d'armes qui attisent les conflits, etc. Nous sommes plus que jamais à l'ère de la « mondialisation armée ».

L'agression de la Russie contre l'Ukraine va renforcer la tendance à la militarisation et à la hausse des dépenses « de défense » des pays de l'Otan.

Les budgets militaires de la plupart des pays de l'Otan étaient déjà à la hausse au cours de la décennie 2010. Le budget militaire des États-Unis après une légère baisse, a connu une forte progression : 616 milliards de dollars en 2019, 715 en 2022 et les prévisions avant l'invasion russe étaient de 780 en 2026. Les budgets des pays européens totalisent 378 milliards de dollars. Au cours de la décennie, ils ont progressé de 8,5% en Europe de l'Ouest, de 31% dans les pays d'Europe centrale, et de 74% en Europe orientale (source : SIPRI).

L'Otan a été maintenue malgré la dissolution du pacte de Varsovie. En novembre 2021, Macron avait déclaré qu'elle était en état de « mort cérébrale ». Aujourd'hui, tous les États ouest-européens semblent vouloir se réfugier dans son giron. De nouvelles troupes américaines arrivent en Europe. Que peut-on en penser alors que Poutine répète que l'extension de l'Otan à l'Est a mis en péril la Russie ?



WIKIMEDIA COMMONS

L'Otan a été construite en 1949 comme une organisation armée contre les menaces créées en Europe par l'Union soviétique. Elle a soutenu la guerre menée par la France en Indochine, le coup d'État en Grèce (1967), le fascisme au Portugal, etc. La disparition de l'URSS en 1991 n'a pas provoqué son extinction, mais sa transformation sur deux points majeurs dès 1991 puis au Sommet de Washington de 1999 avec l'adoption d'un nouveau « concept stratégique ». D'une part, l'Otan a élargi son spectre d'interventions à l'ensemble de la planète. Cela commença en Irak en 1999, en ex-Yougoslavie avec le bombardement de la Serbie (1999), en Afghanistan (2001), en Libye (2011) et en bien d'autres endroits. D'autre part, puisque l'Union soviétique avait disparu, l'Otan a inventé un nouvel agenda fondé sur la « sécurité », mot vague mais dont le ciment idéologique était le tripode suivant : économie de marché capitaliste = démocratie = paix. Les ennemis potentiels sont donc autant militaires que civils, les menaces viennent des États et des agents non-étatiques, et la sécurité des membres de l'Alliance atlantique peut être affectée par de nombreux risques dont « l'interruption de l'accès aux ressources économiques essentielles ». La doctrine des États-Unis (1997) explicitait cette formule en déclarant que les États-Unis se réservent le droit d'intervenir militairement de façon unilatérale afin de « garantir un accès sans entrave aux marchés essentiels, aux approvisionnements énergétiques et aux ressources stratégiques ». L'Otan demeure le bras armé de ce que j'ai appelé un « bloc transatlantique » dominé par les États-Unis et qui associe les pays européens dans une intégration économique, une alliance militaire et des « valeurs » communes (celles du tripode cité plus haut).

L'extension de l'Otan vers l'est de l'Europe reflétait les rapports de forces après la disparition de l'URSS. Aujourd'hui, Poutine réclame une autre distribution des cartes entre pays impérialistes. Les rivalités entre grandes puissances qui combinent l'usage de la puissance économique et des capacités militaires par les grandes puissances impérialistes persistent. L'ère de l'impérialisme n'est pas révolue.

E. Macron confirme sa capacité à dire une chose et « en même temps » son contraire dans sa hâte de devenir celui qui va sauver la planète. Il a pensé pouvoir être l'alternative occidentale à Donald Trump. Or, celui-ci ne voulait pas

détruire l'Otan, il insistait pour que les Européens assument une plus grande part du « fardeau » de la défense du « monde libre ». Cette position a été celle de tous les présidents américains. Trump félicita Emmanuel Macron pour l'effort militaire de la France et vilipenda A. Merkel pour son appétit militariste insuffisant. Le budget consacré à la présence militaire des troupes américaines en Europe (l'European Defense Initiative) a d'ailleurs considérablement augmenté pendant le mandat de Trump, passant de 800 millions à 6 milliards de dollars entre 2016 et 2020.

L'Allemagne annonce vouloir augmenter ses dépenses militaires à plus de 2% du PIB alors que jusqu'à elle trainait des pieds, s'attirant les reproches des États-Unis. L'Union européenne s'implique dans l'aide militaire à l'Ukraine. Est-ce l'annonce d'une nouvelle phase de l'histoire de l'Union européenne ?

C'est évident. La guerre en Ukraine va accélérer la militarisation de l'UE (et bien sûr du Royaume-Uni), car l'UE ne part pas de rien. L'adoption d'une stratégie européenne de sécurité en 2003, assez proche sur le papier de celle adoptée un an plus tôt par l'Administration de G. W. Bush a été une étape importante dans l'élaboration d'une politique européenne de sécurité et de défense. La Commission a créé un fonds européen de défense (FED) qui financera la recherche et développement militaire des groupes

de l'armement pour deux milliards d'euros en 2022.

La France a toujours été la plus favorable à la militarisation de l'UE, et cela est devenu encore plus net depuis les années 2010 et le Brexit. En effet, le militaire – tant sous la forme d'interventions des armées que dans ses dimensions industrielles – apparaît de plus en plus comme un des derniers « avantages comparatifs » et la France et ses dirigeants l'utilisent pour compenser la perte continue de son poids économique. Les échanges commerciaux de la France sont déficitaires avec la plupart des États-membres. L'industrie française peut être qualifiée d'« homme malade de l'Europe ».

Depuis son élection, E. Macron a défendu avec encore plus d'entrain la militarisation de l'UE. À la fois par conviction et pour pouvoir continuer à peser dans les orientations de l'UE, compte tenu de l'affaiblissement du poids de la France dans les processus de décision dans les questions économiques.

L'invasion russe conforte la position de ceux qui promeuvent la militarisation de l'UE. Le discours du chancelier Scholz au Bundestag marque une évolution notable de la politique de défense de l'Allemagne, au moins au niveau déclaratif. Il faudra en effet voir le rythme et l'ampleur de la mise en œuvre des 113 milliards d'euros d'augmentation du budget de défense qu'il a annoncée.

L'Otan est le cadre « naturel » de la militarisation de l'UE et impliquera sans doute une coopération accrue avec le Royaume-Uni. Il y a longtemps que tous les dirigeants français – droite et gauche confondus – ont accepté cette réalité. H. Védrine, qui fut ministre des affaires étrangères de F. Mitterrand avait ainsi résumé la position française : « la défense européenne n'est pas seulement bonne pour l'Europe, mais aussi pour l'Alliance atlantique [l'Otan] ». Les circonvolutions d'E. Macron sur la « souveraineté européenne » n'ont pas d'autre signification, avec l'espoir que les grands groupes français de l'armement pourront en tirer avantage.

1 – SIPRI : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

Vu ailleurs

LE TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE AUGMENTE EN FRANCE.

Des scientifiques de l'Inserm, d'Université de Paris, de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, du CHU de Nantes et de l'Université de Californie ont voulu aller plus loin dans les analyses statistiques de l'évolution du taux de mortalité infantile en France et se sont plus spécifiquement intéressés à la période de 2001 à 2019. Au cours de cette période d'étude, 53 077 décès de nourrissons ont été enregistrés parmi les 14 622 096 naissances vivantes, soit un taux de mortalité infantile moyen de 3,63/1000 (4,00 chez les garçons, 3,25 chez les filles). Près d'un quart des décès (24,4%) sont survenus au cours du premier jour de vie et la moitié (47,8%) au cours de la période néonatale précoce, soit au cours de la première semaine suivant la naissance.

Une analyse statistique poussée a identifié deux points d'inflexion en 2005 et 2012. Le taux de mortalité infantile a fortement diminué de 2001 à 2005, puis de façon plus lente de 2005 à 2012. À partir de 2012, une augmentation significative du taux de mortalité infantile a été observée. Cette augmentation de 7% a fait passer la mortalité infantile de 3,32 en 2012 à 3,56 décès pour 1000 naissances vivantes en 2019. Des analyses de sensibilité ont montré que cette tendance n'était pas liée à la modification des pratiques d'état-civil, ni à la modification des pratiques médicales pour la prise en charge des nouveau-nés atteints d'affections graves. Des analyses en sous-groupes indiquent que cette hausse est principalement due à une augmentation du taux de mortalité infantile dans la période néonatale précoce. « Grâce à des analyses statistiques poussées, nous avons identifié une aggravation significative du taux de mortalité infantile en France depuis 2012. En comparant les données par rapport à d'autres pays européens à économie similaire tels que la Suède et la Finlande, on observe chaque année en France un excès d'environ 1200 décès d'enfants âgés de moins d'un an », explique le Pr Martin Chalumeau, dernier auteur de l'étude. « Il est primordial de pouvoir explorer en détail les causes de cette augmentation en disposant par exemple d'informations systématiques sur les circonstances médicales et sociales précises de ces décès et en faisant de cette population, qui est la plus vulnérable, une réelle priorité de recherche et de santé publique, ce qui n'est pas le cas actuellement », conclut le chercheur.

INSERM, « Augmentation significative du taux de mortalité infantile en France », 1^{er} mars 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

